

Representations of Europe among Argentine migrants in Europe

Pilar González Bernaldo, Fanny Jedilcki

► **To cite this version:**

Pilar González Bernaldo, Fanny Jedilcki. Representations of Europe among Argentine migrants in Europe. [Rapport de recherche] European project. 2011. halshs-00648754

HAL Id: halshs-00648754

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00648754>

Submitted on 6 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Migrants and borders Argentina

From deliverable 3.4

March 2011



Representations of Europe among Argentine migrants in Europe

Pilar GONZÁLEZ BERNALDO (Professeure à l'Université Paris 7, ICT)

Fanny JEDLICKI (Maître de conférences à l'IUT du Havre,
CIRTAI - URMIS)



Abstract : To explore, reveal and analyse the Argentinian's representations of Europe, a qualitative survey was conducted with : candidates for a European nationality, people standing for emigrate, and Argentinian migrants settled in Spain and France from 2000s. Indeed, the crisis of *corralito* (2001) has led to a strong wave of migration, especially to Spain. This migration is part of the particular history of Argentina : Argentina was a Spanish colony and a land of an important European emigration in the 19th and early 20th century. Now, Argentina holds a special place in the North-South international relations.

Argentinian national history meets singular family histories of descendants of European migrants. Thus, we analyse the administrative trajectories of Argentinians who want to get a European nationality. Italian and Spanish legislation offer this option to the descendants of their former national who has emigrated to Argentina.

Holding a European passport allows free circulation through the world. Migrant experiences are an opportunity to reconstruct family ties with Europe. It also revive the images and sentiments about Europe, forged in school and through the media. If Europe, particularly Spain, is seen as relatively close and attractive, it also draws a positive opposite of the Argentinian crisis. But Europe is seen in a more ambivalent way : a negative vision can be explained by various obstacles (during the administrative phase and during the migration). Indeed, the stories change progressively during the stages of migration : personal projects are redefined downward. Furthermore, the European vision is awakened by restrictive rights for undocumented migrants and racism and xenophobia. To concluded, Spanish crisis (2007-) is reconfiguring, once again, family memories, identifications, projects and performances.

Key-words : Argentina, citizenship, Europe, middle-class, migrations, representations, Spain, familial memories

Cover : <http://www.vientosdeagua.com.ar/>

Introduction

Cette recherche s'intéresse à des mouvements migratoires spécifiques entre l'Europe (particulièrement l'Espagne) et l'Argentine, pays du Sud. L'Argentine est liée à l'Europe depuis le début du XVI^e siècle par son appartenance à ce vaste ensemble, que les Espagnols qualifièrent jadis les « Indes Occidentales ». Elle garde de cette longue histoire coloniale la même langue et partage des références culturelles et historiques qui cohabitent, dans les récits des origines de la nation, avec celles des « peuples originaires ». La rupture du lien colonial dans le cadre des conflits européens du XIX^e siècle mène les anciennes colonies espagnoles à tisser de nouvelles alliances et des liens forts avec d'autres puissances européennes, comme la Grande-Bretagne, la France, le Royaume de Prusse, puis l'Allemagne. Ces liens multiples seront renforcés par l'arrivée, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, d'importants flux migratoires en provenance d'Europe du sud (Italie et Espagne principalement) et d'Europe de l'Est (Pologne et anciens territoires russes), et enfin de différents territoires du Moyen Orient sous le pouvoir de l'Empire Ottoman. Au total, plus de 6 millions d'hommes et de femmes, parmi les 60 millions qui ont traversé l'océan Atlantique entre 1850 et 1950 à la recherche d'un avenir meilleur, se sont dirigés vers l'Argentine. Même si plus de la moitié d'entre eux ont pris le chemin du retour, l'impact de cet apport sur la population locale fut énorme : il représente pour la zone du littoral argentin entre 30% et 50% de la population totale. Ces populations, attirées par l'espoir d'un avenir meilleur qui alimentait une économie en plein croissance, comme par une politique migratoire très généreuse à leur égard - en particulier concernant les droits accordés aux étrangers - changeront sensiblement les représentations que la nation argentine a d'elle-même.

À partir des années 60, elle cesse d'être une destination attractive et l'Europe des « trente glorieuses » va remplacer l'Argentine pour les migrants de l'Europe du sud. Les politiques néolibérales, imposées dans les années 80-90 à ce pays éprouvé par une sanglante dictature à la fin des années 70, entraînent une longue période d'instabilité - économique d'abord, mais aussi sociale et politique - qui trouve son acmé en décembre 2001. Une crise aiguë affecte alors tout le pays, entraînant une profonde paupérisation de la population, touchant entre autres une strate sociale spécifique, symbole de la Nation et de sa capacité de progrès : la classe moyenne argentine¹. Fortement ébranlée, une des stratégies utilisées par ses membres, afin d'éviter ou de

1. « Depuis 1980, les revenus de toutes les catégories socioprofessionnelles ont diminué ; dans la décennie qui suit, les revenus des salariés ont connu une chute moyenne de 40%, et la pauvreté a augmenté de 67% dans le Grand Buenos Aires où vivent près de huit millions de personnes. On observe notamment l'entrée dans le monde de la pauvreté d'individus issus de la classe moyenne : il s'agit des « nouveaux pauvres » dont le nombre a cru de 338% entre 1980 et 1990. » (Kessler, 1999).

lutter contre un déclassement massif (pour eux et/ou pour leurs enfants), résiderait dans l'émigration en Europe. Cette dernière peut être largement facilitée par l'usage de leurs propres origines migratoires familiales, qui leur permet, grâce aux démarches de récupération de nationalité d'un ascendant, de disposer d'un « capital juridique » assurant la mobilité, c'est-à-dire un passeport européen.

Notre travail de recherche s'est articulé autour de trois axes d'analyse forts :

- l'appréhension et l'analyse des représentations de l'Europe à travers les récits et trajectoires de candidats à l'obtention d'une nationalité, candidats au départ, migrants et *retornados* (personnes revenues au pays) situés à différents moments et lieux du processus migratoire ;
- l'analyse des migrations opérées massivement par des membres de la classe moyenne argentine en tant que stratégie de mobilité, géographique et sociale, pour lutter contre le déclassement ;
- une étude attentive des modes d'acquisition (récupération, nationalisation, régularisation) d'une nationalité européenne, que peut briguer une partie importante des Argentins du littoral.

Se dégage en outre du terrain de recherche une hétérogénéité des parcours, notamment migratoires : nous sommes face à des migrants saisonniers, « aventuriers », étudiants, comme, plus majoritairement, face à une migration de travail, pensée comme définitive ou temporaire. Notre recherche s'inscrit dans les études des migrations qui observent cette pluralité des départs, comme des « routes » empruntées par les migrants, en évitant de réifier des catégories figées (telles celles de « pays d'accueil », « pays d'arrivée » ou « pays de transit » qui seraient perçus comme immuables par exemple).

Ici, ces catégories seront moins géographiques ou territoriales qu'administratives : le contrôle de plus en plus harmonisé et strict opéré par l'Union européenne (UE) envers ses immigrés dresse des obstacles, qui changent au cours du temps. Les [potentiels] migrants argentins, s'ils ne sont pas les plus démunis face à ces obstacles, usent, à l'instar des autres migrants, de stratégies diverses pour accéder, notamment *via* l'obtention de la nationalité d'un pays de l'UE, aux portes de l'Europe.

On utilise le terme de « portes », pour souligner que l'Europe n'est pas nécessairement un territoire à atteindre : les migrants des pays du sud qui se dirigent vers celle-ci cherchent à s'inscrire (ou se réinscrire) dans une mondialisation marquée par l'accès à la modernité, à la libre-circulation et à de meilleures conditions d'existence, dont ils sont justement exclus par cette même mondialisation. C'est donc celle-ci qui semble aujourd'hui génératrice des types de mobilités, faites d'opportunités et de contraintes, mises en œuvre par les migrants.

Méthodologie

Une recherche qualitative a été menée, entre avril 2009 et juillet 2010 auprès de 59 personnes - 9 entretiens préliminaires avec des personnes ressources et « institutionnelles », 28 entretiens formels d'une à trois heures d'enregistrement, 22 entretiens informels - tandis qu'un questionnaire a été administré dans les consulats italiens et espagnols auprès de 78 personnes². Le terrain a été conduit successivement à Madrid, Paris, Buenos Aires, Mar del Plata, Malaga et Toulouse. Le choix de Mar del Plata et de Malaga s'explique par l'existence d'une route migratoire saisonnière, et celui de Toulouse par la présence d'un pôle universitaire attractif dans une ville hispanophile.

L'essentiel des interviews a été mené en Argentine et en Espagne, en espagnol, auprès de candidats à la récupération de la nationalité espagnole ou italienne d'un ascendant, de candidats au départ, de migrants résidant en Espagne ou en France, et de *retornados*. En raison de l'histoire des deux chercheuses, perceptible dans leur accent entre autres (l'une franco-argentine et l'autre franco-chilienne), elles ont pu représenter deux types d'interlocutrices bien différents aux yeux des interviewés : l'une avait *a priori* une expérience de vie commune et pouvait être prise à partie volontiers ; l'autre présentait une certaine proximité mais était identifiée essentiellement comme « Française » et a pu être utilisée comme ressource pour la migration - informations et contacts lui ont été demandés).

La grande majorité des personnes interviewées a entre 25 et 40 ans, dispose d'un passeport européen et possède un niveau d'études supérieur (au moins bac +2). Nous sommes en présence de membres d'une large classe moyenne³, ayant connu ou connaissant une expérience migratoire de plus ou moins longue durée en Espagne (en particulier à Madrid, Barcelone, Malaga, et dans les îles Baléares et Canaries) mais aussi de migrants ayant la possibilité de contourner les murailles de la forteresse Europe : les différentes politiques de nationalité, tant en Argentine qu'en Italie et en Espagne,

2. La population répondante non représentative, la difficulté de passation, le petit nombre de répondants, comme la nature des éléments renseignés (il s'agissait essentiellement d'une approche devant permettre de cibler les personnes à interviewer dans un second temps) ne nous a pas permis d'en faire une exploitation quantitative aboutie. Nous avons donc opté pour un traitement qualitatif de ces questionnaires, considérant ces données au mieux « informatives ».

3. En Argentine on parle de « classe moyenne inférieure » et « classe moyenne supérieure ». Nous employons ce terme dans son usage indigène, consciente des problèmes théoriques qu'il pose (voir par exemple Chauvel, 2006) Il s'agit majoritairement d'urbains, diplômés, venus de trois zones géographiques du pays [Grand Buenos Aires, Province de Buenos Aires, région du littoral (Santa Fe et Cordoba)]. « Petits-moyens » (Cartier *et al.*, 2008), « moyens » ou « classes supérieures fragilisées », l'hétérogénéité des positions fait bien sûr fortement varier les parcours et récits ; c'est essentiellement la possession de ressources juridiques, sociales, économiques et symboliques (inscrites dans une mémoire familiale européenne) qui détermine le champ des possibles, particulièrement en ce qui concerne la migration.

permettent aux descendants de migrants en Argentine de « récupérer » une nationalité européenne⁴.

1 Mémoire, Histoire, diffusion et appropriation de la Culture européenne

« L'Europe d'Amérique du Sud »

L'Argentine « moderne », comme produit du progrès que l'immigration européenne aurait rendu possible (par rapport à la « barbarie » américaine), alimente un imaginaire national de l'Argentine comme nation « blanche » et européenne, une sorte d'« Europe de l'hémisphère sud » qui la distingue du reste de l'Amérique latine métisse. Cet imaginaire national est invoqué explicitement dans beaucoup de nos interviews [« nous croyions être l'Europe de l'Amérique du Sud » (Diego, 39 ans, en concubinage, chef d'entreprise, Mar del Plata)] mais occupe une place différente dans les récits que font les candidats à la migration et les migrants de leurs projets et expériences.

Les descendants de migrants et la « récupération » de la nationalité de l'ancêtre

Dans nos interviews, nous avons systématiquement demandé à nos interlocuteurs de raconter l'histoire de leur famille⁵. Nous avons remarqué une nette différence dans leurs récits en fonction de leur expérience migratoire. Schématiquement, nous pouvons dire que les candidats potentiels à la migration, ceux que nous avons trouvés dans les files d'attente des consulats d'Italie et d'Espagne se disent « argentins avec des origines italiennes/espagnoles » : ils invoquent souvent leur nom comme indicateur d'appartenance. Selon le stade de la démarche qui les mène au consulat - recueillir les premières informations, présentation du dossier supposé complet ou recherche du passeport -, ils connaissent plus ou moins l'origine géographique de leur ancêtre (élément nécessaire à la demande de naturalisation) ainsi que sa date d'arrivée en Argentine. Mais il s'agit de références fragmentées d'un lien avec le pays des ancêtres plutôt qu'un récit continu d'une histoire familiale des origines.

Les prétendants à une nationalité européenne ont à ce stade une identification assez vague avec le ou les pays d'origine de leurs ascendants. La conservation de la langue (italien ou des langues régionales italiennes et espagnoles), de traits culturels autres que gastronomiques, par exemple de chansons, de pas de danses, d'objets, voire même l'existence récurrente de discussions portant sur la « vie là-bas » sont relativement exceptionnelles

4. Voir en annexe la présentation détaillée des personnes interviewées.

5. L'une de nos hypothèses de travail consistait en effet à interroger les mémoires familiales (Muxel, 1996) de descendants de migrants, candidats à leur tour à une migration vers le continent dont étaient partis leurs ancêtres.

dans nos entretiens. Dans certains cas, la connaissance plus au moins maîtrisée de la langue « d'origine » est plutôt associée à l'apprentissage scolaire qu'à une transmission familiale. On peut néanmoins considérer que le choix des parents pour des écoles bilingues - écoles allemandes, italiennes, françaises, anglaises et autres, très présentes à Buenos Aires - est un indicateur de leur volonté de perpétuer la culture d'origine, comme d'assurer à leurs enfants une éducation d'élite. La mémoire familiale ne semble donc que très peu ancrée dans des pratiques quotidiennes.

Leur démarche auprès des consulats des pays de l'UE est avant tout une démarche pragmatique, ainsi que le choix du pays « d'origine » pour entreprendre les démarches de double nationalité. Ainsi Adriana (31 ans, mariée, deux enfants, employée, Malaga), une immigrante argentine travaillant dans un bar, orpheline élevée par un grand père basque et avec une forte assignation identitaire locale (à Mar del Plata, sa ville d'origine, elle était connue comme « la petite fille du basque »), fait le choix de demander la nationalité italienne par mariage, soit *via* les origines italiennes de son mari car « cela était plus rapide ». Pedro (20 ans, célibataire, étudiant, Buenos Aires), candidat à la nationalité espagnole, se présente comme ayant des origines italiennes (son nom en témoigne), françaises (le nom de famille de sa mère) et espagnoles par sa grand-mère. Ayant appris par la presse que l'Espagne avait voté la loi de mémoire historique⁶, poussé par sa famille à effectuer cette démarche, il vient se renseigner au consulat espagnol :

Je vais voir ce qui se passe du côté de la loi de mémoire historique et voilà, ce n'est pas possible du côté italien, les Français sont très restrictifs, tu dois parler français, travailler là-bas, avoir des liens commerciaux, un gars de 20 ans n'a pas ça ! [Pour] l'espagnole, je vais voir. . .

Cette évaluation pragmatique des chances d'obtenir une nationalité européenne, on la retrouve dans le film de Daniel Burman (2004) *El abrazo partido* (traduit en France comme *Le fils d'Elias*). Le principal protagoniste est Ariel, un jeune argentin d'origine juive-polonaise, qui vit dans une Argentine en crise sans perspectives d'avenir, et dont le seul espoir de survie est la débrouillardise - situation incarnée par plusieurs personnages qui évoluent dans la galerie commerciale dans laquelle sa mère tient un magasin de

6. Loi de mémoire historique 52/2007 : la 7^{ième} disposition additionnelle de cette loi, adoptée le 26 décembre 2007, étend le droit d'acquérir par choix la nationalité espagnole d'origine : aux personnes dont le père ou la mère aurait été originairement espagnol (même s'ils ne sont pas nés en Espagne) ; aux petits-enfants de ceux qui ont perdu ou ont dû renoncer à la nationalité espagnole (conséquence de l'exil). Les prétendants au bénéfice de la loi de mémoire historique ont jusqu'au 27 décembre 2010, et éventuellement une année de plus, pour demander la nationalité espagnole. Ce sont donc les petits-enfants de migrants espagnols ou d'enfants de migrants espagnols qui peuvent bénéficier de la nationalité espagnole. Elle autorise en outre les anciens membres des Brigades rouges à obtenir la nationalité espagnole.

lingerie. Ariel veut à tout prix quitter le pays et cherche pour ce faire à obtenir *via* sa grand-mère, juive polonaise réfugiée en Argentine, la nationalité polonaise. Il expose à l'un de ses amis son projet, en lui demandant : « et toi, tu t'es trouvé une origine intéressante ? ». On découvre que ce dernier, descendant d'un Lituanien, tente d'obtenir une « nationalité européenne » *via* une relation avec une jeune femme lituanienne, rencontrée au consulat, avec laquelle il souhaiterait se marier pour accéder au précieux passeport. La dimension comique de ces situations, comme le choix de pays limitrophes et récemment intégrés à l'Europe, ont été soigneusement choisis par le réalisateur qui met en scène la « cohue » vers les consulats « européens » et la découverte des frontières étendues de l'UE.

Une différence nette est à signaler en fonction du nombre de générations qui sépare l'ancêtre et celui ou celle qui entame la procédure de récupération de la nationalité. Dans le cas de la première génération d'Argentins, l'expérience migratoire des parents et les références au pays d'origine sont plus ancrées dans la vie quotidienne mais n'impliquent pas forcément une identification des enfants avec le pays d'origine parental. Bien au contraire, cette première génération a eu tendance à s'identifier fortement avec l'Argentine, tout en vivant dans un quotidien habité par les souvenirs des parents (la loi d'Hansen selon laquelle le petit-fils tente de se souvenir de ce que le fils a voulu oublier). Les parcours et par conséquent les constructions identitaires sont divers ; il semblerait néanmoins qu'un élément important dans la construction d'une mémoire familiale des origines réside dans la participation à des associations communautaires⁷.

Antonio, (31 ans, célibataire, employé, Grand Buenos Aires), vit avec sa mère dans une précarité qui a anéanti en lui tout espoir de changement possible dans son pays : descendant d'Espagnols (ses grands-parents paternels), il a commencé il y a quelques années à s'intéresser à la possibilité d'obtenir la nationalité espagnole. Par internet, il entre en contact avec une association de petits-fils d'espagnols transformant cette première démarche en quête identitaire. Il travaille également depuis quelques temps pour une Fédération associative espagnole disposant d'un musée sur l'immigration en Argentine. Il dit s'être beaucoup investi dans l'association HYNE⁸ (Enfants et Petits-Enfants d'Espagnols). La demande de nationalité est fortement associée chez lui à une revendication d'appartenance d'autant plus construite que son association doit négocier avec les autorités espagnoles l'accès à la nationalité de petits-enfants. Il va durant l'entretien se démarquer des « Argentins » qui prendraient la nationalité espagnole « par opportunisme », juste pour « quitter le pays », alors que sa démarche serait pour sa part « senti-

7. Les consulats et ambassades sont des lieux importants pour ces associations : on y trouve également la presse espagnole imprimée pour « ceux qui résident à l'extérieur ». Voir annexe.

8. <http://www.hyne.com.ar/> - l'ergonomie du site Internet fait directement référence à l'Histoire, celle des arrivées des ancêtres (musique « ancienne », photos de bateaux...).

mentale et identitaire ». Au-delà de la stratégie de distinction utilisée pour éviter une possible dévalorisation de la part de son interlocuteur, force est de constater qu'Antonio est bien dans une démarche affective et identitaire auprès des membres de sa famille espagnole lointaine, lui qui a été précocement orphelin, qui n'a pas de réseaux amicaux et familiaux en Argentine. Ici, le projet migratoire (quitter l'Argentine et partir travailler et refaire sa vie dans « n'importe quel pays d'Europe ») rencontre une démarche identitaire liée à l'intégration dans une famille, et dans une société, autre que l'Argentine, le liant à son père décédé.

Dans le même sens, Ramon (50 ans, marié, deux enfants, employé, Malaga), nous parle de son enfance en Argentine en tant que fils d'immigrants espagnols arrivés dans la région de Cuyo dans les années 1950. En Argentine, dans sa ville natale, il participe aux associations d'Espagnols auxquelles adhèrent ses parents et grandit dans un climat entretenant la nostalgie d'une terre originaire, l'Espagne. Il va lui-même partir en Espagne il y a plus de vingt ans et s'y installer. Son récit se structure autour d'une histoire familiale faite d'allers-retours entre l'Espagne et l'Argentine. Pour autant, Ramon se définit comme Argentin ayant des parents et des enfants espagnols. Et cette définition n'est pas sans rapport avec son rôle de fondateur d'une association d'Argentins dans la petite ville d'Andalousie dans laquelle il habite.

À la recherche de l'histoire familiale

Les démarches de naturalisation requièrent dans bien des cas des recherches généalogiques qui conduisent les candidats à la double nationalité à remuer des souvenirs et réactiver des liens familiaux parfois assez détendus. La recherche de l'acte de naissance de l'ancêtre - ceci est surtout vrai pour le cas des démarches effectuées auprès du consulat d'Italie qui n'établit aucune limite générationnelle, alors que la législation espagnole limitait d'abord la récupération de la nationalité d'origine à la génération des enfants⁹ ; elle l'a maintenant étendue à celle des petits-enfants - peut obliger certains candidats à remonter plusieurs générations et à prendre contact avec des branches éloignées de la famille nucléaire¹⁰. Julio (62 ans, marié, commerçant, Malaga) est d'origine italienne (ses grands-parents migrants sont

9. La loi 36/2002, dite loi de nationalité réformée, promulguée le 8 octobre 2002 est faite pour les descendants d'Espagnols (les enfants de père et mère né-e en Espagne). Son article 20.1.b établit que les « personnes dont le père ou la mère ont été originaires espagnols et sont nés en Espagne, ont le droit d'opter pour la nationalité espagnole ». Cette loi prolonge une disposition qui existait dans la loi 29/1995 et la renforce puisqu'elle l'étend dans le temps (la loi de 1995 était effectivement une disposition transitoire jusqu'en 1997). Pour autant, un certain nombre de descendants d'Espagnols protestent, arguant du fait que leurs parents, espagnols, sont nés à l'étranger : ils ne peuvent donc pas accéder à la nationalité espagnole (Álvarez Rodríguez, 2008).

10. En Italie, la loi 555 de 1912 réaffirme le *jus sanguinis*. Cf. Guido Tintori, « L'Italie et ses expatriés », 2010.

arrivés au début du XX^e siècle). Il commence dans la ville de la province de Buenos Aires où il habite les démarches de naturalisation afin de pouvoir transmettre la nationalité espagnole à son fils parti en Espagne et s'y trouvant en situation irrégulière. Cette démarche effectuée par des parents, en particulier vieillissants, pour accéder à la nationalité et pouvoir la transmettre à leurs enfants, perçus comme les acteurs susceptibles d'en avoir le plus besoin, a été rencontrée à maintes reprises parmi les personnes ayant recours aux consulats espagnol et italien¹¹. Durant l'entretien, José évoque que durant la « vague migratoire », c'est-à-dire les départs massifs suite à la crise de 2001, « personne se rappelait de rien, personne ne savait s'il était Italien ou pas ». Afin de combler ses lacunes mémorielles familiales originaires, il a l'idée de visiter la petite ville de la province de Buenos Aires où ses grands-parents avaient habité en Argentine. À la recherche d'informations, il s'adresse à la société italienne de secours mutuel du coin. Dans le registre des associés, il découvre non seulement le nom de ses grands-parents mais aussi ceux d'autres membres de la famille dont il ne connaissait pas l'existence. Il va par la suite, lors d'un voyage en Europe, se rendre au village d'origine en Italie afin de trouver ses lointains parents - sa méconnaissance de la langue constituera néanmoins une limite à l'établissement de liens. Armando (33 ans, célibataire, cadre, Toulouse) va quant à lui jusqu'à faire 1200 km en Argentine pour retrouver un parent lointain qui pourrait lui donner plus d'informations concernant le village d'origine de leur ancêtre commun.

Pour autant, à ce stade, rares sont ceux qui reconstruisent autour de ces enquêtes une identification familiale et nationale originaire. Il s'agit plutôt d'une démarche pragmatique destinée à obtenir un « pass de mobilité ». Ces démarches alimentent néanmoins un récit familial de la mobilité et renforcent l'imaginaire national des origines européennes de la nation argentine.

Des récits d'origine reconstruits

Les interviews réalisés en Europe témoignent d'autres cas de figure et montrent combien l'expérience migratoire joue dans la reconstruction des récits des origines. Les démarches étant très longues - d'après leurs récits, il semblerait que la moyenne de temps soit aujourd'hui d'environ trois à quatre ans pour obtenir un passeport italien ou espagnol - beaucoup de jeunes partent en tant que touristes et restent illégaux en attendant la fin de la procédure de naturalisation, quitte à se payer un nouveau billet pour aller récupérer, en Argentine, au consulat de leur ville d'origine, leur passeport. La présence en Europe peut d'ailleurs les aider dans la recherche de la documentation. Plusieurs de nos interviewés sont partis dans le village ou la région d'origine de leur ancêtre et ont mené leurs propres enquêtes pour trouver le village en question. Dans ces cas, nous avons constaté une mise

11. C'est là une des informations révélées par les questionnaires recueillis.

en récit de « l'histoire » des origines migratoires et, au-delà, une inscription généalogique dans une famille originaire d'Europe. Même si dans ces récits se met en œuvre une reconfiguration de la mémoire familiale (Muxel, 1996), les interviewés peuvent rendre compte de leurs rapports, évolutifs et complexes, à celle-ci.

Ainsi Adriana (31 ans, mariée, deux enfants, employée, Malaga) nous parle de son alimentation enfantine marquée par des traditions culinaires basques et des objets qui l'entouraient, renvoyant aux origines de ses grands-parents : photos, souvenirs, etc. Mais lorsqu'on lui pose la question de savoir ce que cela représentait pour elle, sa réponse est « rien, tout cela m'était étranger ». Pourtant ses souvenirs prennent un sens nouveau avec l'expérience migratoire qu'elle accomplit en Espagne. La migration est ainsi vécue comme une expérience identitaire d'autant plus forte qu'elle permet d'inscrire sa propre expérience de mobilité dans la généalogie familiale et celle-ci dans l'imaginaire national argentin, marqué par l'apport migratoire en provenance d'Europe.

Il est intéressant de constater que ce récit des origines rattache ces migrants urbains à des origines rurales ou semi-rurales. En effet, la totalité de nos interviewés proviennent des métropoles argentines (Buenos Aires, Rosario, Santa Fé, Cordoba) ou de villes moyennes comme Mar del Plata. Dans leurs récits, la découverte du village des ancêtres donne, pour cette population socialisée dans de grandes métropoles dépersonnalisées, un ancrage territorial fort à leur arbre généalogique du fait des références à leur nom encore présentes dans ces villages - porté par des vivants ou trouvé gravé sur les tombes du cimetière - ou encore des souvenirs que les villageois peuvent rapporter sur la population émigrée ou sur leur propre famille.

On peut distinguer dans ces récits mettant en scène le premier migrant, et donc le lien à « l'Europe », différentes formes d'agencements.

L'inscription dans l'Histoire européenne, la famille, la société nationale

Chez beaucoup, l'accent est mis sur la participation de l'ancêtre à des événements douloureux et fondateurs, comme « la guerre ». Cet événement revient en effet systématiquement au cours des entretiens, quelles que soient les dates auxquelles seraient vraisemblablement arrivés les ascendants. L'Espagne n'a pas participé à la première ni à la seconde guerre mondiale. Les références à l'exil, donc à la guerre civile, sont plus explicites. Elles renvoient certainement à une figure héroïque très présente dans l'imaginaire collectif espagnol. Cette référence à la « guerre » semble très vague d'un point de vue historique, alors qu'elle est structurante du récit originaire : elle anoblit le départ de l'ancêtre vers l'Argentine, tout en permettant d'inscrire la famille à laquelle on appartient dans une mémoire européenne commune autour de l'impôt de sang versé pour la liberté ou le partage d'une tragédie nationale.

Ainsi María (29 ans, célibataire, employée, Malaga) lorsqu'elle parle de sa mère et ses oncles espagnols émigrés en Argentine nous dit : « ils sont nés dans les années 50 et des poussières, pendant la guerre civile » - ce qui est historiquement contradictoire.

D'autres événements traumatiques historiques, comme la Shoah, se trouvent en filigrane dans les récits et peuvent être convoqués pour déployer, de façon valorisée, l'histoire familiale. Ainsi Raul, (32 ans, célibataire, profession intermédiaire, sans emploi, Buenos Aires) argentin possédant un passeport allemand (2^e génération d'Argentins par sa grand-mère arrivée en Argentine à l'âge de 3 ans), nous dit porter un nom de famille d'origine juive-allemande, mais ses grands-parents allemands sont d'obédience protestante. Il explique le choix de l'établissement scolaire effectué par son père par des critères qui renvoient à cet abîme de la conscience européenne que représente le nazisme. Il nous explique ainsi que son père a préféré une école « avec 60 à 70% des élèves d'origine juive, enfin juive-allemande » et non de l'inscrire dans un établissement plus prestigieux mais « à l'antisémitisme latent ».

Enfin, parmi les événements douloureux, bien souvent associés à la guerre, la « famine » et la « misère » occupent une première place dans le récit des origines. Celui-ci fait référence aux expériences communes de souffrance de la population européenne mais renvoie également à l'hospitalité de la nation argentine qui a su, non seulement ouvrir ses portes « à tous les hommes du monde qui souhaitent habiter le sol argentin », mais également leur offrir un avenir meilleur.

Dans tous les cas, la « guerre » ou les expériences traumatiques comme références « historiques » servent de lien entre un récit familial des origines qui renvoie *in fine* au territoire de l'intime et à un ancrage social villageois ou régional et dès lors à « l'Europe » comme continent d'origine.

On peut distinguer un autre type d'agencement du récit d'appartenance *via* la situation d'entretien. Adriana (31 ans, mariée, deux enfants, employée, Malaga) dit se faire remarquer à plusieurs reprises dans la ville d'Andalousie où elle habite, comme une descendante de Basque plutôt que comme une Argentine du fait des expressions qu'elle utilise. Dans son récit, cette appartenance est d'autant plus forte qu'elle s'exprime et est portée spontanément, et qu'elle provient d'une assignation identitaire qui correspond à celle qu'elle avait en Argentine (« la petite-fille du Basque »). Le fait qu'Adriana se trouve en Espagne en tant que conjointe d'un Italo-argentin n'est peut-être pas fortuit dans cette construction particulière du récit. Ainsi, si elle se montre tout à fait pragmatique lorsqu'il s'agit de justifier la stratégie suivie pour l'obtention d'un passeport - en expliquant avoir préféré opté pour l'italienne qu'elle pouvait obtenir « plus vite, par mariage » -, quand il est question de son histoire familiale, son récit des origines comporte un fort ancrage territorial fondé sur une assignation identitaire : « les papiers » semblent finalement déliés de son appartenance.

Enfin, certaines personnes interviewées ont, par leurs recherches actives,

permis le rétablissement d'une généalogie bouleversée par le départ des ancêtres vers « l'Amérique ». C'est le cas de Gisela (33 ans, célibataire, employée de commerce, Malaga) dont l'ancêtre est parti en Argentine en rompant tout lien avec sa famille d'origine. Avant son départ pour l'Espagne avec un visa de touriste, Gisela ne connaissait rien de ses origines. Sans papiers et travaillant au noir dans une ville d'Andalousie, elle s'intéresse à l'histoire de son ancêtre espagnol. La visite au village d'origine a permis à Gisela de prendre contact avec la population locale, de chercher parmi les habitants des souvenirs de cette branche de la famille. Cela la conduit vers un autre village où habite un grand-oncle. Cette rencontre permet à ce dernier, féru de généalogie, de rétablir le maillon manquant dans l'arbre familial ainsi que le lien avec Gisela comme représentante de la lignée. Il est important d'indiquer qu'à la différence de bien d'autres migrants, Gisela n'a pas tenté d'engager des démarches de naturalisation. Elle se présente au début de son récit comme appartenant aux secteurs populaires de la population (père conducteur de camions, mère au foyer), très attachée à ses origines régionales argentines (province d'Entre Ríos). Dans sa narration, les références à l'Europe ne transitent pas par un récit des origines familiales, qui restent chez elle du l'ordre de l'intime, ni par un lien explicite à l'histoire, comme la guerre, la famine ou la participation aux migrations de masses. Les références à l'Europe sont associées à une culture scolaire et renvoient à un monde jusqu'alors inaccessible pour quelqu'un d'extraction populaire :

Pour commencer, pour moi l'Espagne c'est l'Europe, en dépit du fait que cela a coûté aux Espagnols d'admettre qu'ils sont européens, pour moi ça c'est le continent européen, un rêve. Et pour moi, il s'agissait d'un rêve complètement inaccessible...

Les deux récits, celui d'une généalogie familiale avec une branche européenne retrouvée en migration et celui d'un lien avec l'Europe alimenté par une culture scolaire rendant le continent attirant mais socialement inatteignable, produisent ici une certaine solution de continuité entre la généalogie familiale et les représentations de l'Europe. Peut-être la situation légale de Gisela y est-elle pour quelque chose : elle a en effet obtenu un permis de séjour en 2005 mais n'a toujours pas entamé une procédure de naturalisation, ce qui est assez exceptionnel pour une descendante d'Espagnols pouvant demander de surcroît une naturalisation par résidence.

La culture européenne

Ce dernier cas montre combien les représentations façonnées par les mémoires familiales, reformulées pendant tout le processus migratoire, sont également forgées par la diffusion et l'appropriation de la culture européenne par la nation argentine, ainsi que le rôle joué par cette culture dans son hagiographie nationale. Les références à l'Europe sont en effet souvent le fruit de la culture scolaire. Les manuels scolaires d'enseignement primaire

et secondaire en Argentine accordent un espace important à l'histoire de l'Europe. L'Espagne y occupe une place de choix, du fait du lien colonial. Mais ces manuels reproduisent les récits des « origines » et les découpages temporels de l'histoire « universelle ». Or l'Europe se trouve au coeur de ce récit, comme elle est au cœur de la représentation cartographique du globe selon la projection de Mercator¹². L'Europe est d'ailleurs souvent identifiée à l'Histoire, par rapport aux nations « jeunes » comme les pays américains. Elle est ainsi le berceau de la civilisation occidentale dans laquelle l'Argentine reconnaît ses racines et puise sa propre historicité. Ces représentations sont présentes chez les candidats au départ et les migrants que nous avons interviewés et bien souvent cristallisées autour d'un patrimoine commun :

Pourquoi je voulais venir ? Par curiosité, pour connaître l'Europe, parce que j'aime beaucoup l'histoire. . . je voulais connaître le Louvre, je voulais connaître la Mona Lisa, je voulais connaître la Tour Eiffel, le Panthéon. . . (Francisco, 37 ans, marié, une fille, employé, Malaga).

Une immigrante argentine avec un passeport italien, résidant à Malaga, nous témoigne de l'émotion qu'elle a ressentie devant l'Arc de Triomphe à Paris. Et lorsqu'on lui a posé la question de savoir quel lien particulier la rattachait à la France, elle a répondu que cela la renvoyait à sa plus tendre enfance, l'Arc de Triomphe étant reproduit sur la couverture de son manuel scolaire.

Gisela pour qui l'Europe est un rêve inabordable associée aux loisirs des riches argentins nous dit :

Ma vie se résumait à la petite ville où j'habitais et à la province d'Entre Ríos. Et quand j'ai commencé le secondaire, nous nous sommes mis à étudier des choses, et pour moi, les fleuves de l'Europe c'était quelque chose. . . Et alors l'année passée, nous nous sommes proposés [avec mon frère] d'aller visiter l'Èbre, jó, l'Èbre, tu sais, c'est que même le mot résonne, c'est une rivière européenne, pour moi cela était quelque chose d'inaccessible, car les voyages coûtaient beaucoup d'argent, trop.

Armando (33 ans, célibataire, cadre supérieur, Toulouse) nous raconte comment ses premières années ont été associées à une envie de « voyager en Europe ». Lorsqu'il décrit les pays, villes et lieux où il s'est rendu, on devine les grands items de la culture scolaire argentine : Grèce, Égypte, Rome, Paris, Londres et Madrid. Certes, tous nos migrants ne voyagent pas forcément car peu sont ceux qui peuvent se permettre de le faire. Mais lorsqu'ils expriment cette envie, nous retrouvons cette représentation de l'Europe comme lieu éminent de la Culture et berceau de la culture argentine acquise à l'école primaire et secondaire.

12. Pour la question de l'imposition de l'historiographie européenne et de ses propres découpages historiques comme grille de lecture du reste du monde, voir Goody, 2010.

Une autre Europe, au périmètre temporel et territorial différent, semble se façonner à travers le militantisme politique. Ainsi Isabel (25 ans, célibataire, étudiante et employée, Buenos Aires), militante de gauche, évoque une Europe des lieux de la mémoire militante, passée et actuelle :

J'aimerais connaître l'Espagne, les villages, et tout ce qui touche la guerre civile, les luttes anarchistes, tout ça m'attire. [...] Je voudrais voir les villages, la campagne espagnole, la communauté agraire, connaître des choses sur la guerre civile, les années de franquisme, et après, j'aimerais travailler sur le thème des immigrants qui est très dur là-bas, parce qu'ici on a vu que certains pays européens, quand il n'y avait pas de crise, font appel à l'immigration pour que l'Espagnol [par exemple] ne fasse plus les sales boulots.

Se dégage ainsi un univers de représentations sur l'Europe à la fois « continent-musée », dotés de ses « grands monuments historiques » qu'habitent la culture scolaire argentine ou la culture des militants de gauche, ainsi que des micros-lieux familiaux, car familiaux et chargés d'affects.

Culture matérielle

Les représentations peuvent également être alimentées par d'autres vecteurs, comme le cinéma. Ainsi Maria (29 ans, célibataire, employée, Malaga) nous dit qu'elle souhaiterait voyager à Rome « depuis qu'elle a vu le film *Gladiateur* ». Les films peuvent en outre aider à inscrire l'histoire familiale de la migration et de sa propre expérience dans une histoire collective avec laquelle les migrants peuvent s'identifier. C'est particulièrement le cas de la série *Vientos de Agua* (voir annexe iconographique), dirigée par Juan José Campanella, diffusée pour la première fois par la télévision espagnole en 2006, et ensuite par la télévision argentine où elle a connu un grand succès d'audience. Cette série raconte l'histoire croisée des migrations du père espagnol parti pour l'Argentine dans les années 30 pour échapper à la répression policière et à la misère, et celle de son fils argentin migrant vers l'Espagne pour échapper à la crise économique de 2001. Aussi bien chez les Argentins interviewés en Argentine qu'en Espagne, le visionnage de la série a déclenché une grande émotion et produit une forte identification aux personnages de la série et aux aventures de ceux-ci. Isabel (25 ans, célibataire, étudiante et employée, Buenos Aires) raconte l'émotion que la série a provoquée chez son père, fils d'Espagnol anarchiste :

Et avec cette série, mon père commence à s'ouvrir, il ne m'avait jamais raconté l'histoire de ses parents, et il se rend compte en voyant cette série que lui-même ne connaît pas l'histoire de ses parents. Le fils du vieux qui vient d'Espagne, le protagoniste ne connaît rien de son père, de ce qu'il a fait en Espagne. Et mon

père, qui est un homme dur, a pleuré et m'a dit qu'il ne connaissait pas l'histoire de son père, on sait juste qu'il était anarchiste, mais il n'a jamais raconté aucune action. . .

Adriana (31 ans, mariée, deux enfants, employée, Malaga) relate également son rapport à la série :

Nous on l'a regardé jusqu'à 7 heures du matin, oui on s'est fait 3-4 chapitres d'un coup, parce que c'est ça qu'a vécu l'Argentin qui est venu ici, le corralito. . . Moi quand je l'ai vue, je me suis sentie très identifiée, parce que je descends d'Espagnols, quand je regardais le film, je me disais mon grand-père m'a raconté ça, mon grand-père m'a raconté ça, comme si je faisais partie moi aussi de tout ça, c'est très fort!

Javier (28 ans, vit en concubinage, artisan, Malaga) commence lui aussi par évoquer cette série lorsqu'on lui pose la question de son histoire familiale. Selon lui, la série résume « son histoire » ainsi que celle de beaucoup d'Argentins migrants en Espagne. Il nous dit que le CD-Rom de la série a beaucoup circulé parmi les Argentins de la ville dans laquelle il réside.

Il semble donc que *Vientos de Agua* a permis de donner une dimension collective aux reconfigurations des histoires familiales à travers l'expérience migratoire en Espagne, comme elle a permis d'introduire une continuité dans une expérience (la migration familiale d'Européens venus en Argentine et la migration de leurs descendants en Europe) vécue par beaucoup comme une rupture. Dans ce sens elle donne une identité de groupe construite à partir des images partagées donnant sens à leur expérience (Appadurai, 1996). D'autres films évoquent les liens avec l'Europe, en particulier *via* les migrations des uns et des autres, mais ils n'ont pas été évoqués spontanément par nos interlocuteurs.

Par ailleurs, d'autres types de films ont été cités, le plus souvent succinctement et rarement spontanément : le cinéma d'Almodovar, incarnant une Espagne « follement » attractive, le cinéma français, parfois allemand et des pays nordiques, perçus comme relevant davantage d'une « culture sérieuse », « savante », éventuellement « ennuyeuse », celui anglais et belge plus « délirant et moderne » (mêlé à des icônes du cinéma américain, comme les films de Kubrick). . .

Il en va de même pour la musique : hormis le répertoire folklorique associé à l'histoire des aïeux, avec plus ou moins de tendresse et d'intérêt réel, le reste de la gamme est perçu essentiellement comme « international », mêlé à l'apport de la pop étasunienne. Les *aficionados* de certains courants musicaux distinguent des groupes spécifiques, venus de pays précis, mais la plupart distingue pour leur part la pop argentine de la musique « internationale » et y trouve leur compte sans discrimination préalable.

Enfin, le football, « art » consacré en Argentine, dresse un pont entre la patrie de nombreux footballeurs jouant dans des grands clubs européens

(en Italie particulièrement, mais aussi en Espagne, en Grande-Bretagne, en France) et le continent européen. Certains suivent les matchs des grandes ligues européennes, en partie pour voir évoluer « leurs joueurs », en partie par intérêt pour le football, mais la plupart conserve un discours patriotique, semi-moqueur, empreint de la supposée « supériorité » des joueurs latino-américains, et en particulier argentins, sur le reste du monde.

Des représentations ambivalentes

Candidats au départ, à l'obtention d'une nationalité européenne, migrants présents en Espagne et en France, la majorité des personnes interviewées adoptent un discours en demi-teinte sur l'Europe : elle est certes décrite comme l'univers du « premier monde », pays du Nord riche et prospère, berceau de l'Histoire et de la Culture, attractive en bien des aspects, elle n'en demeure pas moins perçue également comme l'ancien continent colonisateur, impérialiste, notamment à travers l'implantation de multinationales sur le sol argentin, dominant les relations internationales.

Ces représentations se nourrissent d'agencements paradoxaux des imaginaires nationaux latino-américains dont témoigne une de nos interviewées, Isabel (25 ans, célibataire, étudiante et employée, Buenos Aires), argentine avec passeport espagnol, étudiante en sciences sociales et militante de gauche. Elle s'identifie à une « Amérique latine » spécifique, celle des dominés d'Eduardo Galeano (1971, et ses autres œuvres), des peuples « originaires », d'un bolivarisme anti-impérialiste. Elle justifie sa naturalisation espagnole comme la possibilité de recourir à un « sauf-conduit » en cas de problèmes politiques : c'est sa mère qui l'a incitée à prendre « un passeport espagnol », à la suite d'une violente manifestation durant laquelle elle et son frère ont été arrêtés par la police. La réminiscence et les allusions à la dictature argentine ont ponctué l'interview. Elle reconnaît ainsi :

Cela m'a coûté, parce que depuis que je suis toute petite, on m'a élevée en me disant que cela avait été la colonisation ici, alors imagine-toi prendre la nationalité espagnole quand tu défends les peuples originaires d'ici, les Espagnols qui ont massacré toute leur culture, c'est fort, donc même si mes grands-parents sont espagnols. [...] C'est pas évident pour nous de prendre leur nationalité.

Les narrations originaires s'expliquent en partie par l'existence de situations et d'interactions à caractère discriminant, qu'elles soient réelles ou vécues comme telles¹³. Les Argentins rencontrent en effet, comme tous les immigrés, un certain nombre de difficultés liées à la migration et certains d'entre eux relatent des parcours parsemés d'expériences discriminantes ; ils

13. Voir les travaux de Goffman (1971) sur le stigmaté et, sur les stratégies identitaires, Camilleri *et al.*, particulièrement le chapitre d'Isabel Taboada-Leonetti (1990).

appartiennent néanmoins en Espagne à « l'élite des migrants » dans une hiérarchie non dite mais dont ils ont conscience. Ce qui leur permet de supporter plus aisément des situations associées à un déclassement social. Ainsi Raul, (32 ans, célibataire, profession intermédiaire, sans emploi, Buenos Aires) explique :

L'Argentin qui arrive en Europe, tant bien que mal, il a quelque part une origine européenne, plus ou moins lointaine, plus ou moins proche, mais il a une origine européenne, et en plus la majorité des Argentins qui sont venus migrer en Europe sont au moins de issus de la classe moyenne [...] tandis que le Marocain qui arrive en Europe, il vient caché dans la caisse d'un camion et il n'est pas de classe moyenne, donc ils discriminent moins l'Argentin que le Marocain, parce qu'ils l'apprécient culturellement plus, parce que c'est une main d'œuvre qualifiée peu coûteuse. . .

2 Les ambivalences de l'Europe comme horizon d'opportunités

2.1 Un espace « rêvé »

L'Europe représente pour de nombreux candidats au départ d'Argentine un espace attractif, sur le plan économique, politique, social, personnel et familial. Nous l'avons vu précédemment, l'attractivité de l'Europe trouve sa source dans l'histoire de la construction nationale argentine et des relations entre les pays du Nord et du Sud, comme dans les différentes images transmises par les médias, le cinéma, la musique, etc. La migration vers le « vieux continent » constitue ainsi pour certains migrants et candidats au départ un « rêve personnel et inaccessible » (Gisela, femme, 33 ans, célibataire, employée, Malaga).

Antonio (homme, 31 ans, célibataire, employé, Buenos Aires) prépare depuis plusieurs mois l'accomplissement de ce rêve dont il parle avec un ton et une mine enchantés qui tranchent avec la crudité du récit de son existence quotidienne en Argentine. Les espoirs projetés sur le continent de destination sont le reflet inversé des frustrations et problèmes assimilés au pays de départ : les crises économiques, sociales, politiques que traverse depuis plusieurs décennies l'Argentine ont provoqué autant de facteurs *push*, dont le pendant serait les facteurs *pull*¹⁴ associés aux sociétés européennes.

La plupart des candidats au départ que nous avons rencontrés souhaitent se rendre en Espagne : c'est dans ce pays que réside effectivement la grande majorité des immigrés argentins présents sur le territoire européen (on parle

14. Selon l'expression longtemps utilisée par les économistes travaillant sur les migrations internationales (Réa, Tripier, 2008).

de 250 000 à 300 000 Argentins en Espagne, environ ¹⁵ - Actis, Esteban, 2008). L'Espagne paraît une destination d'autant plus accessible que le coût de la migration à acquitter ne semble pas trop élevé, et ce en raison des proximités linguistiques, culturelles, voire familiales, réelles ou supposées. Pour autant, l'Europe n'est pas considérée par les Argentins comme un continuum homogène : la connaissance de ses disparités régionales s'affine au fur et à mesure des étapes de la migration et émerge des récits l'image d'un continent aux pays du nord (France, Grande-Bretagne, Allemagne tout d'abord) plus « organisés », « fonctionnels » et « froids » que ceux du sud, Espagne et Italie inclus. Ce clivage est bien connu, même des sciences sociales à l'approche plus complexe.

L'attractivité de l'Espagne pour les Argentins est véhiculée par les traditionnels mass média et par les réseaux sociaux, familiaux en particulier. Des articles de journaux se font ainsi les échos des expériences migratoires de leurs concitoyens en Espagne (Aruj, 2004 ; Novick, 2007 ; Schmidt, 2009), comme cet article de la *Nación*, paru le 28 septembre 2009, intitulé « En Espagne, on préfère les Argentins » ¹⁶. Le journaliste y loue les « grandes » capacités et possibilités d'adaptation comme d'intégration des Argentins par rapport aux autres migrants latino-américains.

Les réseaux sociaux personnels jouent un rôle primordial dans la construction du projet migratoire, informant sur les conditions de vie et de travail, comme sur les voies d'accès à l'Espagne en particulier - des membres de la famille, proche ou étendue, séjournant déjà là ; des amis, « copains », anciens collègues. . . Ce sont les membres des mêmes réseaux qui vont jouer un rôle important durant les différentes étapes de la migration : au-delà de fournir les renseignements avant le voyage, voire de financer tout ou partie du billet d'avion, ils constituent de précieuses ressources pour faire face à l'arrivée dans une société nouvelle - chercher le migrant à l'aéroport, lui fournir un premier logement ou premier lit (de quelques jours à plusieurs mois), l'aider à trouver un emploi, l'informer sur la législation et les pratiques en cours, bref, pour le dire comme les sociologues de l'école de Chicago (Wirth, Burgess, Park), le groupe communautaire permet l'accommodation et constitue un des pivots de l'insertion des migrants.

Certaines personnes interviewées sont parties en couple, ou ont rejoint/été rejoints par des membres de leur famille, d'autres par des amis. Ils jouent pour ceux-ci, comme d'autres ont joué pour eux, le rôle de têtes de réseau dans les chaînes migratoires. Le projet migratoire semble ainsi construit,

15. Estimation à prendre avec précaution dans la mesure où de nombreux migrants ont une double nationalité et ne sont donc pas recensés comme « Argentins ». Voir également Devolder, Gil et Forte (2006) sur les estimations démographiques effectuées sur la base des registres paroissiaux, sur lesquels les « sans-papiers » peuvent s'inscrire.

16. Dans la partie « Informations générales », article d'une demi-page, s'appuyant sur une recherche universitaire (université Castilla de la Mancha-UBA), complété par une photo et un entretien.

porté et conforté à plusieurs : la migration argentine en Espagne constitue en ce sens une expérience collective.

Les NTIC (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) sont aujourd'hui le vecteur privilégié entre les migrants et les membres de leurs réseaux restés au pays. Non seulement elles permettent la circulation rapide de l'information mais changent les horizons de désirs et des frustrations. Ces « migrants connectés » (Diminescu, 2005), évoqués également par Appadurai (1996), participent de l'évolution des représentations collectives forgées sur l'Europe.

Les migrants interviewés ont des pratiques de communication diverses : ils appellent plus ou moins fréquemment les membres de leur famille, leurs amis, comme ils usent avec plus ou moins d'intensité d'Internet. Certains relatent néanmoins des formes d'hyper connexion : « La maison était devenue *big brother*, on était connectés tout le temps sur *skype* avec mes parents, mes sœurs », raconte ainsi Claudia (femme, 32 ans, mariée, un enfant, Buenos Aires) dont la naissance de la fille amplifie la communication avec ses parents et ses sœurs restés en Argentine.

Les informations données varient évidemment selon les situations rencontrées par chacun, mais il semble qu'avant la crise de 2008, l'image de l'Espagne émergeant massivement des récits est celle d'un pays pourvoyeur d'emplois, faciles à obtenir et bien rémunérés : « On disait qu'on pouvait gagner facilement 2500 euros par mois (...), que tu trouvais du boulot en une journée », relate Claudia.

Un style de vie attractif

L'Europe, et l'Espagne en particulier, sont perçus par nombre d'Argentins comme un espace de mieux-être : on peut y réaliser de meilleures études, y travailler mieux, mieux y gagner sa vie, y avoir de meilleurs dirigeants politiques, y vivre [plus] en sécurité, y passer plus du bon temps... qu'en Argentine. Les sociétés européennes représentent des ailleurs possibles valorisés *versus* une Argentine « invivable ».

Et ce d'abord en termes d'accès à des emplois et des revenus liés à ceux-ci, qui ne seraient plus assez nombreux, satisfaisants et élevés en Argentine. Les situations décrites, où les travailleurs cumulent plusieurs emplois pour parvenir « à s'en sortir », corrélées à la forte baisse du pouvoir d'achat se retrouvent dans les données macro-économiques du pays, frappé par la paupérisation depuis les années 90. Pour certains, l'Europe constitue un marché du travail moins saturé que l'Argentine, où ils pourraient poursuivre une activité qu'ils exercent toujours mais dont ils ne parviennent plus à vivre - c'est particulièrement le cas des artistes, notamment des danseurs de tango, jouissant en Europe d'une certaine aura. José (homme, 37 ans, célibataire, artiste, Malaga) relate ainsi son parcours qui l'a amené d'abord à quitter sa vie natale, pour rejoindre Buenos Aires, puis l'Argentine pour Malaga (il

pense aujourd'hui, face à la crise espagnole, poursuivre sa route vers le nord de l'Europe) afin de « pouvoir vivre de son activité » :

On marchait très bien là-bas, on tournait dans toutes les salles existantes, mais on ne pouvait même pas manger, tu imagines. Mon pays ne me donnait pas les moyens de vivre de mon travail.

La question de l'emploi est bien sûr en partie relative aux revenus dégagés par ce dernier, permettant de « pouvoir survivre », sinon de pouvoir vivre selon certains standards de vie. Il est ici fait allusion aux attributs de la classe moyenne argentine - l'accès à la propriété, les choix résidentiels, la disposition de certains biens de consommation, la pratique de certaines activités de loisirs... - que celle-ci a connus et dont elle ne disposerait plus :

Moi j'aime tout ça : j'aime avoir ma TV à écran plat, mes meubles Ikéa, ma PS3 et mon matériel technologique, deux-trois trucs de design, mon appartement... On a un bon train de vie avec ma femme, c'est important. (Pablo, homme, 36 ans, marié, cadre, Malaga)

Ce mode de vie signifie chez une majorité de membres de la classe moyenne l'accès à la propriété. La non-possibilité de devenir propriétaire en Argentine revient systématiquement dans les entretiens, comme la difficulté à se réaliser professionnellement, c'est-à-dire non seulement occuper un emploi intéressant et gratifiant, mais avoir des revenus suffisamment stables et élevés pour permettre de s'établir chez soi, même en location : les jeunes argentins peinent à s'installer et leur entrée dans la vie adulte (notamment matrimoniale) paraît compromise ; ils tendent à rester chez leurs parents, ou dans un étroit rapport de dépendance économique avec ceux-ci. Le projet migratoire se traduit souvent chez eux comme un désir de « s'autonomiser de la famille ». L'Europe rime avec « indépendance » et ils sont nombreux à l'explicitier ainsi.

L'Europe est ainsi considérée comme un « espace qui fonctionne », où l'on peut trouver une certaine stabilité monétaire et économique assurée par une certaine stabilité politique, à la différence de la société argentine.

Les nombreuses références à l'histoire récente de l'Argentine¹⁷ s'accompagnent dans les entretiens des expressions suivantes : « C'est le chaos constant », « Il n'y a pas de respect, ici on te marche dessus », « Cela ne changera jamais, on est comme ça », « C'est une société qui ne marche pas », « C'est un vrai pays de merde »...

Nous rapprochons, comme le fait également Kessler (2010), l'insécurité (sous-entendu urbaine, se référant à la délinquance et à la violence) qui constitue un autre facteur de départ abordé par les personnes interviewées, des sentiments d'insécurité économique, sociale et politique ressentis par les

17. Coup d'État, gouvernement militaire, les années Menem, la corruption, le *corralito*, les « affaires »...

Argentins depuis trente ans. Ainsi, le fait de pouvoir « enfin vivre normalement », de « pouvoir rentrer chez soi en sécurité », de « laisser les enfants jouer dans les rues » est largement évoqué par les migrants comme par les *retornados* (personnes revenues en Argentine) et constituerait l'un des attraits fondamentaux de leur vie en Espagne¹⁸.

On peut articuler cette importante question de l'éducation des enfants dans un « environnement sécurisant » à la possibilité de pouvoir leur offrir de « faire de bonnes études », « sinon de meilleures études » ou encore des « études dans de meilleures conditions » (comme en France, où le système des bourses pour les bi-nationaux leur permet de connaître une situation « inimaginable en Argentine où tu dois bosser pour étudier »). Ce sont également les points de vue d'un certain nombre de jeunes gens, étudiants, qui envisagent ou ont envisagé de poursuivre leurs études « en Europe » où le diplôme vaudrait davantage en Argentine qu'un titre argentin. Ils souhaitent plutôt y revenir pour faire fructifier ce dernier.

De façon générale, les services publics argentins qui ont connu les assauts des réformes libérales des années 90 ne satisfont plus une partie importante de la population qui retrouve en Europe la possibilité d'y accéder. Même les migrants illégaux peuvent bénéficier en Espagne¹⁹ d'une couverture santé, comme ils peuvent envoyer leurs enfants à l'école (ils doivent pour cela *empadronarse* - s'inscrire au registre civil de la commune).

Ainsi, la migration en Europe constituerait un moyen, pour ceux qui la tentent, d'échapper au déclassement. Il s'agit là d'une des hypothèses de notre recherche : cette large classe moyenne, très fragilisée par les crises successives, tenterait par le biais de la migration, qui est donc aussi une tentative de mobilité sociale, de maintenir sa position, voire de s'élever selon l'idéal national de progrès continuels entre générations dans la stratification sociale.

Or la migration en Europe, même si elle entraîne réellement un déclassement sur le marché du travail, amène une reconversion des capitaux et dispositions familiales (culturels, notamment). Nous rejoignons Cecilia Jimenez²⁰ et Mari Luz Castellanos Ortega (2006) qui ont observé que la majorité des Argentins occupaient en Espagne des positions subalternes, vivaient dans des conditions précaires, dont ils étaient nombreux à se montrer insatisfaits ; c'est également dans la reconversion des capitaux (et certains sont plus agissants

18. La question de la sécurité mérite une analyse plus complexe : véritable axe discursif inévitable dans les récits des Argentins actuels, les degrés d'appréhension, de perception, d'analyse et de discours sur celle-ci dépendent de multiples paramètres. Voir l'ouvrage de Kessler (2010) sur la question. Pour autant, on constate que, majoritairement, c'est comme si les migrants devaient justifier leur choix de quitter l'Argentine par cette dernière, que celle-ci est une réalité tangible dans leur existence ou plus ténue (quand on creuse le discours).

19. Au moment de notre enquête tout du moins.

20. Doctorante à l'Université Complutense de Madrid, thèse sur les migrants argentins en Espagne en cours (interview).

que d'autres, à l'instar des capitaux culturels et sociaux mais également juridiques) que s'objective la réalité des positions occupés. Si un certain nombre de migrants ne parvient pas à trouver une place convenable, à leurs yeux, sur le marché du travail espagnol, d'autres s'en accommodent, présentant dans les entretiens positivement certaines reconversions. C'est particulièrement vrai chez les jeunes qui, confrontés à un marché du travail où ils s'insèrent par le bas, dans des niches professionnelles (les services liés à la restauration et au tourisme en particulier), expliquent connaître un « épanouissement individuel » qu'ils n'auraient pu avoir en Argentine. Ceci s'explique par l'éloignement du groupe (familial et social) qui garantit une certaine liberté, une « indépendance » évoquée précédemment. Si « être serveur » aurait été impossible pour beaucoup en Argentine, tout du moins aurait été difficile à « vivre bien », notamment face au regard des autres, cette profession courante parmi les migrants argentins permet à certains *retornados* de proposer des services similaires lorsqu'ils reviennent au pays. Même s'ils ne sont pas devenus le « docteur » ou « l'architecte » qu'ils auraient dû être selon la « loi » paternelle, ils retrouvent dans une certaine mesure leur place au sein de la classe moyenne où l'une des injonctions consiste à « se réaliser professionnellement ». Des carrières d'entrepreneurs seront ainsi entamées par ceux qui s'estimaient destinés à d'autres voies, sans qu'ils n'altèrent pour autant drastiquement les rouages de la reproduction sociale familiale.

Si l'on observe les parcours migratoires de ceux qui partent étudier en Europe et qui parviennent à y avoir une activité intellectuelle supérieure (ou de cadre ou libérale), voire de certains travailleurs qui « veulent faire de l'argent », on se rend compte que l'espace géographique parcouru et parcourable va au-delà des frontières européennes : le Mexique (et ses bonnes universités), les États-Unis et en particulier Miami (petite « Amérique Latine »), l'Égypte sont ainsi évoqués par ceux que les bourses universitaires d'excellence ou encore les réseaux sociaux aident à s'inscrire dans la « globalisation ». Pouvoir « participer à la modernité » des élites (comme le dit Pascal, 30 ans, marié, cadre, Paris), où la mobilité géographique serait l'un des maîtres mots, est une des aspirations des migrants argentins qui voient dans l'Europe l'un des chemins pour y parvenir.

Les droits

Si l'efficacité des services publics en Europe (territoire d'un *welfare* partout mis à mal), la thématique d'une « Europe des Droits de l'Homme » n'a pas été véritablement évoquée dans les entretiens menés. On peut toutefois percevoir parmi les minorités de genre (les femmes) et homosexuelles que la migration en Europe signifie pour eux l'accès à de meilleures conditions d'existence. Fabiana (29 ans, séparée, deux enfants, sans emploi, Malaga) a grandi au Paraguay et eu son premier enfant à 16 ans. Elle explique que « là-bas, on discrimine beaucoup, notamment les femmes séparées, les mères

célibataires, il y a une mentalité très conservatrice [...] et là-bas c'était normal de coucher avec son chef pour avoir du travail. »

Un jeune homme, homosexuel revendiqué, nous expose les nombreuses destinations qu'il envisage pour la suite de ses études et le déploiement d'une carrière professionnelle liée aux relations internationales : l'Espagne, en raison de sa législation en faveur du mariage gay et de la formation de familles homoparentales, reste le havre dans lequel il se projette au niveau personnel et familial.

La nostalgie

Chez la grande majorité des migrants rencontrés en Espagne, le retour est évoqué, même chez ceux qui y résident depuis plus de quinze ans : celui-ci peut être envisagé comme lointain (à la retraite), voire très lointain (« je veux que l'on m'enterre/disperse mes cendres là-bas »). Rien d'étonnant à cela, les études sur les migrations l'ont déjà montré (Sayad, 1999). Pour autant, la réalité effective du retour importe en effet peu à ce stade des trajectoires des personnes rencontrées. Son évocation doit être considérée comme une parole au présent sur un futur hypothétique résistant à l'analyse ; cette dernière doit au contraire se focaliser sur les expériences présentes et passées des migrants (Gaillard, 1997 ; Jedlicki, 2007).

L'évocation du retour va de pair avec l'expression de la nostalgie, vieille compagne des migrants. Nombreux sont les Argentins rencontrés à l'avoir ressentie, avec plus ou moins d'acuité : des objets et pratiques sociales et culturelles, identifiés comme en lien avec l'Argentine (boire du maté, se retrouver entre Argentins²¹, jouer ou regarder le foot entre-soi, des pratiques culinaires en général mais aussi le drapeau, l'hymne national, qui devient porteur d'une émotion jamais ressentie auparavant...) sont associés à des sentiments, à un bien-être, liés également à l'absence et à l'éloignement des personnes aimées (« Mes vrais amis sont là-bas », « Je veux être avec ma famille »). La souffrance de n'« être pas chez soi », de ne pas pouvoir « être » au quotidien comme on a appris à le faire, participe du même registre. Certains regrettent avec force les *asados* (barbecues), pratique de sociabilité très répandue en Argentine incarnant une identité nationale culturelle.

Cette nostalgie, qui peut aller également de pair avec un échec (réel ou vécu comme tel) professionnel, amoureux ou autre, accompagne des discours négatifs sur « l'Espagne », « la France », « l'Europe », où manquent des modes de faire associés à l'Argentine : la débrouillardise, la simplicité et la chaleur des relations humaines, le rire, etc.

21. Il existe un réseau associatif d'Argentins en Espagne, dont nous avons rencontré quelques membres, pour autant ce dernier ne semble pas constituer un espace de sociabilité important pour nos interviewés. Voir à ce sujet Mathias Garrido (interviewé, universitaire, Madrid) et Esteban Fernando (2006).

« Recommencer à zéro »

La migration en Espagne (ou en France) confronte toutes les personnes interviewés à de nouvelles sociétés dont ils ne maîtrisent pas les codes. Ils doivent également trouver les moyens de subsistance (logement, travail) primaires. Si ces difficultés sont relativement bien vécues par un certain nombre d'entre eux (« des problèmes de départ », « c'est normal »), les trajectoires décrites dans les entretiens sont la marque des obstacles rencontrés et de l'inventivité et la ténacité dont font preuve les migrants. Pour d'autres, il est particulièrement pénible de « recommencer à zéro » dans une carrière professionnelle, dans une carrière résidentielle, dans une société où l'on est inconnu. « Ici, tu n'as pas d'histoire » explique José (62 ans, marié, commerçant, Malaga) qui n'a pas pu avoir de prêt à la banque, lui qui exerçait une respectable activité d'assureur en Argentine. Aussi, les difficultés rencontrées peuvent entraîner des retours : telle a été l'expérience de ce chef d'une petite entreprise argentine, qui était « venu voir les débouchés possibles » en Espagne, et qui est revenu au bout des trois mois autorisés se réinstaller en Argentine : « Si c'est pour laver des vitres, je préfère revenir ici, où je suis mon propre patron ».

L'enquête de terrain réalisée entre 2009 et 2010 a révélé au niveau micro la brutalité de la crise économique et sociale que traverse l'Espagne. En 2010, ce serait 20% de la population active qui serait au chômage et le secteur de la construction, pourvoyeur de nombreux emplois aux migrants, connaît une chute de 87,9% des mises en chantier par rapport à 2006, année du pic immobilier²². Les personnes interviewées soulignent les grandes difficultés qu'ils rencontrent, eux ou leur entourage, à trouver un emploi comme à le conserver, tandis qu'ils observent une augmentation du racisme et des discriminations à l'égard des migrants irréguliers comme légaux. Les candidats à une nationalité européenne, interviewés en Argentine, ont également évoqué ce panorama, comparativement à une Argentine qui regagnerait, par rapport à la crise de 2001, certains indices de croissance.

L'illégalité du séjour

Nombreux sont les Argentins à entrer en Espagne avec un visa touristique d'une durée de trois mois. Ils deviennent, passé ce délai, illégaux. À en croire les témoignages de la plupart, ce statut irrégulier ne posait pas trop de problèmes, jusqu'à très récemment : ces « migrants haut de gamme », selon la hiérarchie interne²³ espagnole, blancs pour la plupart, parlant espagnol, en dépit de leur accent, se feraient rarement arrêter. Certains ont même bénéficié, lors d'un contrôle routier ou d'identité, de la bienveillance des

22. *Images économiques du monde*, 2011.

23. Pour une analyse d'une catégorisation hiérarchique interne et externe des migrants, voir Jedlicki (2008) à propos des exilés chiliens.

forces de l'ordre, les laissant « aller à condition de respecter les autres lois ». D'autres expliquent cette indifférence à la régularité du séjour par la nature du marché du travail espagnol, où l'on trouve de très nombreux emplois « au noir ».

Pour autant, des voix divergentes rendent cette première esquisse plus complexe : la situation se serait durcie depuis 2008, et des cas personnels ou plus médiatiques d'expulsions sont évoqués dans les entretiens, en Espagne comme en Argentine. C'est d'ailleurs aussi pour ces raisons que beaucoup de candidats au départ sont d'abord des candidats à une nationalité européenne et que les migrants cherchent à être régularisés progressivement. Au-delà des risques d'exploitation au travail, d'expulsions, l'impossibilité à pouvoir retourner ponctuellement en Argentine, c'est-à-dire à circuler librement, est un autre motif de régulariser sa situation. Pour autant, ils sont nombreux à avoir vécu illégalement pendant quelques mois à plusieurs années (jusqu'à huit, dans l'un des cas).

Racisme et discriminations

La sympathie dont bénéficieraient les « Argentins » en Espagne n'est pas si unanime. Si la majorité des interviewés déclarent ne pas avoir subi de discriminations, ni d'actes racistes²⁴ durant leur expérience migratoire, certains finissent par relater quelques « mauvaises expériences » tandis que d'autres dénoncent des inégalités de traitement manifestes. Celles-ci sont perceptibles dans l'accès au logement (« à cause de notre accent, on nous raccroche au nez quand on appelle pour une annonce »), et dans l'emploi (« si t'es au noir, en tant qu'illégal, tu ne peux rien réclamer ») en particulier²⁵.

Il semblerait, que de façon certes plus atténuée que les immigrés boliviens, péruviens et colombiens notamment, les migrants argentins expérimentent l'expérience de l'altérité, d'être renvoyés à la catégorie *sudacas* (expression péjorative désignant les « sud-américains ») méprisée en Argentine. Des stratégies de distinction vis-à-vis de ce pôle dévalorisé peuvent être à l'œuvre dans les discours de présentation de soi que constituent les entretiens : se revendiquer « européen » (à cause du passeport communautaire, « parce que nous autres Argentins, on descend tous des bateaux ») constitue l'une de celles-ci.

L'Europe apparaît également comme un espace politico-économique « impérialiste » (ancienne puissance coloniale, dominant dans le cadre de l'actuelle mondialisation) où il n'est pas facile de migrer et de vivre en tant que migrant et où les Argentins seraient traités comme de « simples immigrés ». Ceci est vécu d'autant plus mal que les Argentins considèrent que les Espagnols ont une dette d'hospitalité envers eux et que l'Argentine est à plusieurs

24. Appréhension parfois difficile à effectuer sur soi-même tant l'expérience est douloureuse, voir De Rudder *et al.* (2000) ; Fassin et Fassin (2009).

25. Voir González Martínez et Merino Hernando, 2007 ; Golberg, 2007.

égards plus « avancée » que les rustres *gallegos* ou *tanos*²⁶.

Le racisme s’ancre en particulier dans la couleur de la peau ; les expériences de Claudio (31 ans, en concubinage, employé, Malaga) le soulignent. Il s’agit d’un jeune homme à la peau sombre, qui adopte un look le rapprochant des jeunes des classes populaires, perçues comme dangereuses (baskets, vêtements de sport, cheveux tressés, corps sculpté par la musculation et mis en valeur...). Il a été arrêté à plusieurs reprises, même dans la petite ville où il travaille et « où on le connaît », en bas de son domicile... Amené en prison puis en centre de rétention, il a fait l’objet d’une mesure d’expulsion qu’il a parvenu avec l’aide d’un avocat et d’amis à repousser ; il est en train de contester cette dernière, *via* les tribunaux et effectue pour la seconde fois une demande de régularisation. Claudio, qui a eu une éducation militaire et qui se déclare très respectueux du cadre légal, est indigné par ce traitement « comme un délinquant, un criminel ». Il ne peut de surcroît retourner en Argentine, voir une famille qui lui manque beaucoup et qu’il n’a pas vue depuis cinq ans : il se dit prêt à « faire un procès à la juge » et à devenir champion de culturisme d’Espagne, comme par esprit de revanche.

3 L’impact des politiques migratoires dans la perception de l’Europe

Dans le nouveau contexte de fortes restrictions des flux migratoires des pays du Nord²⁷, les origines européennes d’une bonne partie des classes moyennes argentines deviennent un atout considérable qui les placent dans une situation privilégiée, leur permettant d’envisager une stratégie dans un cadre plus vaste que celui offert par le marché national. Nous les avons considérées comme un « capital » à la fois juridique et symbolique pour la mobilité.

Une politique d’État pour contrôler la « nature » des flux migratoires

Il ne nous semble pas insensé de penser que la politique migratoire des pays d’origine, devenus maintenant pays d’immigration - Espagne et Italie - joue un rôle important dans l’augmentation rapide du nombre de candidats

26. Expressions péjoratives par lesquelles les argentins qualifiaient les immigrants espagnols ou italiens arrivés à la fin du XIX^e siècle et pendant la première moitié du XX^e.

27. Les histoires sur les politiques publiques migratoires distinguent schématiquement un XIX^e siècle, caractérisé par une relative liberté de circulation, d’un XX^e siècle caractérisé par des politiques publiques destinées à réguler et sélectionner les flux selon les besoins des marchés locaux (González Bernaldo, 2003). Il n’est pas impossible d’entrevoir aujourd’hui une nouvelle étape qui se met en place, aux États-Unis et en Europe, avec des politiques encore plus restrictives, associant un renforcement des contrôles de la mobilité aux frontières à un traitement juridico-policier de la présence des étrangers et de leurs déplacements à l’intérieur du territoire. Ces dispositifs tendent à transformer les migrants en illégaux.

à une nationalité européenne. En effet, l'Espagne, devenue à la fin du XX^e siècle pays d'immigration, connaît ses premiers épisodes d'arabophobie avec les événements de l'Ejido en février 2000 ; et il n'est pas impossible d'envisager que les réformes de la loi de nationalité espagnole, qui offrent la possibilité de naturalisation à un nombre beaucoup plus important d'Argentins ayant des origines espagnoles, n'aient pas cherché à modifier la « nature » des flux d'immigrés tout en respectant les engagements pris avec l'UE. En tout cas, la loi 36/2002 permet aux Espagnols migrants - hommes et femmes - qui avaient renoncé à la nationalité espagnole de la récupérer et la transmettre à leurs enfants. La loi 52/2007 de « Mémoire historique », dite également « loi des petits-enfants », autorise les descendants au deuxième degré d'Espagnols à accéder à la nationalité espagnole s'ils en font la requête avant fin décembre 2011. Quant à l'Italie, sa politique envers ses expatriées, fixée entre autres par la loi de nationalité de 1912, réaffirme la prépondérance du *jus sanguinis*. La nouvelle loi de nationalité de 1992 ne fait que faciliter l'accès de la nationalité italienne par filiation²⁸.

Les sources consultées provenant du consulat de l'Espagne à Buenos Aires estiment que 300 000 descendants d'Espagnols sont actuellement en condition de réclamer la nationalité grâce à la « loi des petits-enfants »²⁹. Nous ne disposons pas d'estimations pour les descendants d'Italiens mais, d'après certains auteurs, entre un quart et la moitié de la population argentine aurait une ascendance italienne³⁰.

La politique migratoire européenne, de plus en plus restrictive, associée à des politiques de nationalité des anciens pays d'émigration cherchant à « récupérer » une partie de la population « perdue » lors des grands flux migratoires du XIX^e et début du XX^e siècle, nous semblent fonctionner ensemble et fournir à ces pays du sud de l'Europe un moyen de mener une politique migratoire sélective et autonome par rapport aux directives de l'UE. Ceci a un impact massif non seulement sur l'accroissement du nombre de doubles nationalités mais également sur les représentations de l'Europe que ces stratégies individuelles développent.

La double nationalité comme visa pour le monde

Parmi nos interviewés, nous avons trouvé beaucoup de cas de double nationalité. Ces migrants ou candidats à la migration s'inscrivent ainsi dans l'évolution mondiale vers la multiplication de cas de double nationalité, phénomène qui a donné lieu à une multiplicité de nouveaux concepts destinés à l'expliquer³¹.

28. Tintorini (2010).

29. Cf. « Hijos y nietos de españoles, con un año más para pedir la nacionalidad », Clarin, 23/01/2010.

30. Celton *et al.* (1995).

31. Transnational citizenship (Bauböck, 1994) ; Partial citizenship (Parrenas, 2001) ; Nested citizenship (Faist, 2001) ; Global citizenship divide (Stasiulis et Bakan, 2003) ;

Il convient de préciser, par rapport aux cas les plus fréquemment analysés dans les études portant sur la double citoyenneté, que dans les situations que nous étudions, il ne s'agit pas de demandes de naturalisation effectuées par des étrangers dans un pays d'immigration, ni de politiques mises en place par des États d'origine souhaitant conserver le lien avec leurs nationaux. Dans la plus grande majorité des cas, il s'agit de naturalisations d'Argentins nés sur le territoire argentin de parents eux-mêmes argentins - dans certains cas la filiation sur laquelle se fonde la demande de naturalisation peut remonter à plusieurs générations. C'est une sorte de nationalité « dormante » que Quadri qualifie de « nationalité de secours »³².

Si la pratique du maintien de la nationalité d'origine existait déjà dans les familles argentines issues d'une immigration européenne qui inscrivaient leurs enfants au consulat de leur pays d'origine, il semblerait qu'il s'agisse d'un phénomène assez minoritaire et associé essentiellement à la première génération de migrants, voire à certaines collectivités chez qui la tradition du droit de sang était très ancrée - par exemple chez les Suisses et les Allemands. Mais la loi de la nationalité argentine établit un strict *jus soli* : sont argentins tous les individus nés sur le territoire argentin, indépendamment de la nationalité de leurs parents. Cela a donné lieu à de nombreuses frictions et conflits avec les pays d'origine des migrants qui appliquent le *jus sanguinis* parfois sur plusieurs générations³³.

Ne disposant pas de travaux d'histoire sur cette pratique, il nous est difficile d'établir quand la « nationalité dormante » devient une double nationalité. Ce que l'on peut néanmoins constater de façon unanime, c'est qu'on assiste à partir de 1998 à une véritable ruée vers les ambassades, en particulier celles des pays d'origine des migrations de masse de la fin du XIX^e siècle. C'est quasiment la chasse à l'ancêtre européen qui est lancée et dont témoigne le film de Daniel Burman *Le fils d'Elias* (2004) évoqué précédemment. Comme d'autres jeunes, Ariel est à la recherche d'un passeport européen pour partir en Europe. Pour se faire, il va insister auprès de sa grand-mère maternelle, juive polonaise échappée de l'holocauste, pour qu'elle lui fournisse ses papiers afin qu'il demande la nationalité polonaise. Le film montre par le recours à une situation limite (la rencontre d'Ariel avec l'autorité consulaire polonaise, explicitement antisémite, à laquelle Ariel s'acharne à prouver son identité polonaise) le caractère instrumental de la démarche pour une jeunesse qui ne trouve plus d'avenir dans le pays ; le film pointe

Flexible citizenship (Ong, 1999) ; Citizenship gal (Brysk et Shafir, 2004) ; Post national citizenship (Soysal, 1994) ; Cosmopolitan citizenship (Linklater, 1999) ; Extra-territorial citizenship (Fitzgerald, 2000) ; Global citizenship (Falk, 1994) ; Overlapping citizenship system (Johnston, 2003) ; Citoyennetés transétatiques (Dufoix, 2010).

32. Quadri R., « Cittadinanza » in *Novissimo Digesto Italiano*, Turin, 1959 cité par Guido Tintori (2010).

33. Les conflits ont été nombreux avec les pays d'origine des migrants, en particulier lorsque les conflits menaient un pays à vouloir mobiliser « ses » ressortissants. Cas de la France et l'Argentine pendant la première guerre mondiale, Otero (2009).

également combien cette stratégie amène à remuer la mémoire familiale, ici traumatisante (la grand-mère veut dans une scène du film brûler ses papiers qui incarnent pour elle la Pologne de l’extermination des Juifs).

3.1 Un capital juridique, clé d’accès au monde

La majorité des Argentins que nous avons rencontrés dans les consulats n’avaient pas de projet migratoire précis, mais souhaitaient avoir la possibilité de migrer à l’avenir, et/ou pouvoir transmettre la nationalité à leurs enfants. Ils « récupèrent » la nationalité de l’un de leur ascendant dans l’objectif de disposer d’un passeport européen « au cas où ». D’autres, dotés de projets de mobilité plus ou moins concrets, cherchent à disposer d’un passeport européen afin de franchir les frontières, trouver un emploi, suivre des études, etc. Certains, déjà en migration, cherchent à régulariser leur situation de migrants sans-papiers en faisant une demande de nationalité européenne pendant l’expérience migratoire. Enfin, un certain nombre d’Argentins sans possibilité d’accéder à la naturalisation par filiation - mais pas forcément dépourvus d’ascendance européenne - utilisent l’expérience migratoire comme moyen de se doter d’un capital juridique transmissible. Cela concerne particulièrement ceux qui ont obtenu la nationalité espagnole par résidence ou suite à des mesures de régularisation. Dans la majorité des cas, cette demande est bien souvent associée par les personnes que nous avons rencontrées à l’obtention pragmatique d’un passeport, présenté comme une « clé pour accéder au monde », particulièrement au « premier monde ». Le passeport représente sans aucun doute un capital juridique. Ainsi le décrit Armando (33 ans, célibataire, cadre supérieur, Toulouse) qui, grâce à son passeport italien a pu être embauché par une société filiale d’une grande entreprise française : « Le passeport, c’est de l’or. Si je rentre en Argentine, la seule et unique chose que je veux emporter c’est le passeport ». Les origines migratoires familiales constituent ainsi une véritable ressource juridique assurant la mobilité dans un contexte de politiques migratoires restrictives.

Les démarches administratives, vecteurs de représentations

Les représentations de l’Europe sont néanmoins façonnées par ces premières expériences de quête d’informations, ces queues interminables devant les consulats, les incertitudes, les allers-retours entre l’Argentine et l’Europe pour obtenir les papiers tant recherchés. Le récit de ce premier contact avec « l’Europe » à travers les autorités consulaires du pays dont on se réclame originaire varie beaucoup ; pour autant, certaines régularités dans les récits portent à croire qu’à partir de 1998 les conditions de mise en place de la procédure s’étaient beaucoup dégradées en ce qui concerne le temps investi et les épreuves à subir. Cela a eu pour principale conséquence la multiplication de départs « sans papiers » et des expériences plus au moins longues de

travail illégal. La connaissance sur la législation européenne varie dans les récits selon la situation de l'interviewé, mais tous semblent savoir que pour mieux saisir les opportunités, « il faut partir avec la nationalité » comme le déclare Adrián (33 ans, en concubinage, profession intermédiaire, Mar del Plata).

Ceux qui avaient leur passeport avant la ruée dans les consulats parlent d'une procédure presque anodine, bien souvent entreprise par les parents. Raúl (32 ans, célibataire, profession intermédiaire sans emploi, Buenos Aires), de parents et grands-parents universitaires, dit avoir la nationalité depuis sa naissance. Le passeport est pour lui un document de plus. Il se représente l'Europe comme un continuum culturel dont l'accès est mesuré en espace/temps (franchi et passé en avion) et non pas en fonction des politiques migratoires :

L'Europe en général, je ne la vois pas comme quelque chose de lointain, parce que je m'imagine l'Europe et je sais que pour aller d'ici à l'aéroport, par exemple, monter dans l'avion et arriver dans l'appartement d'un ami à Barcelone, je vais mettre 15 heures et si je pars d'ici pour la gare d'autobus de Retiro pour aller à la province de Cordoue (ville au centre de l'Argentine), je vais mettre également 15 heures. La différence se trouve dans le prix du passage évidemment, ce n'est pas le même, partir pour Cordoue et dépenser 150 peso, ce n'est pas la même chose que partir pour l'Europe et dépenser presque 1000 dollars, mais je ne la vois pas comme quelque chose de si lointain, si distant.

Ramón (50 ans, marié, deux enfants, employé, petite ville d'Andalousie), fils d'immigrants espagnols en Argentine, d'extraction populaire, naturalisé espagnol dans les années 80, réside en tant que hispano-argentin depuis 1986 en Espagne. Il définit également les rapports entre l'Europe et l'Argentine par la fluidité des échanges et la proximité, évaluée en termes d'espace à parcourir, de temps et de coût du transport, bien qu'il souligne les entraves à la mobilité qu'impliquent les inégalités de revenus entre l'Argentine et l'Espagne :

Le temps qui nous sépare de l'Espagne, l'Argentine ou n'importe quel pays, c'est 12 heures de voyage ou un mois de travail, c'est ce qui est clair pour moi. Or pour un Argentin, venir en Europe, c'est un très grand sacrifice et il faut le penser plusieurs fois, c'est aussi un sacrifice économique, alors qu'ici en Europe actuellement et malgré le fait qu'il y a une crise et tout, avec un travail, et n'importe quel travail, avec un mois de travail, tu peux te payer le passage et revenir à ta terre.

Il semblerait que ceux qui ont obtenu le passeport communautaire avant que la dernière grande crise économique pointe son nez et que l'Europe devienne pour les jeunes argentins une réponse à la crise du marché de l'emploi,

conservent une représentation de l'Europe comme un espace proche et accessible.

Ceux qui ont entrepris les démarches entre 1998 et 2006 évoquent des files d'attente interminables. Cette situation varie selon les cas : la personne interviewée a-t-elle engagé elle-même les démarches ou a-t-elle pu bénéficier d'une procédure déjà entamée par un autre membre de la famille ? Javier (28 ans, en concubinage, artisan, Malaga) a obtenu la citoyenneté « lorsque les consultas explosaient de demandes », en 1998. Il avait alors 18 ans et c'est sa mère et son oncle qui se sont chargés des démarches. Il se souvient seulement que cela avait coûté très cher car il avait fallu payer les traductions, les certificats et les authentications assurées par les avocats. Il avoue qu'à l'époque, il trouvait la possibilité d'avoir un passeport européen « naturelle » et ne se rendait pas compte des opportunités que cela représentait.

Je n'avais pas beaucoup conscience de ce que c'était d'être dans un pays étranger sans papiers. Après je l'ai vécu à travers des amis qui ont eu le malheur de ne pas avoir de papiers ou de ne pas avoir initié la demande de nationalité. Certains ont eu à se marier pour obtenir les papiers. Certains par amour et d'autres par intérêt. Mais bon, je peux te dire qu'il y a une différence abyssale. Je n'ai jamais eu de problèmes pour obtenir un travail. Et voilà que je connais de gens qui ont été des mois au chômage, sans sécurité sociale, sans aucune prestation car ils étaient sans-papiers. C'est quelque chose que j'ai réalisé après.

Comme dans le cas de Raul, c'est l'expérience migratoire (expérimentée par soi, par des proches) qui fait évoluer la représentation que l'on se fait de l'Europe à travers sa politique migratoire. Dans ce contexte, le passeport devient clairement un instrument très convoité pour envisager un projet migratoire.

Martín (29 ans, marié, deux enfants, employé, Malaga) engage lui-même les démarches de demande de nationalité, dans l'objectif explicite de migrer avec sa femme et son enfant, ainsi que l'enfant d'un premier mariage. Le traitement de sa demande prend trois ans, pendant lesquels lui et sa famille résident illégalement en Espagne :

Ça a été beaucoup de temps, parce que là-bas les papiers que tu dois présenter, l'acte de naissance de mon père, ma mère, le mariage de ma mère, et s'il y a une erreur sur un document, il faut le renvoyer, alors s'il y a une erreur sur un mot, tu en as pour 6 mois, deux erreurs, un an.

3.2 Contourner les obstacles administratifs

Plus les démarches pour accéder à la naturalisation et donc au passeport se compliquent, plus les stratégies pour parvenir à l'obtenir s'affinent. Julio

(62 ans, marié, commerçant, Malaga), petit-fils d'Italiens, commence en 1999 les démarches de naturalisation à Mar del Plata afin de pouvoir transférer la nationalité italienne à son fils, qui réside illégalement en Espagne. Son récit rend compte de l'expérience éprouvante qu'impliquent alors les démarches de naturalisation et les stratégies mises en place par les candidats pour ne pas se laisser décourager par les longues files d'attente :

... le consulat à Mar del Plata était plein à craquer, comme ceux des autres villes d'ailleurs. Je crois qu'à Buenos Aires aussi, les queues étaient terribles. Alors au consulat, on te donnait un rendez-vous pour dans 2 ou 3 ans ou sinon, les 5 premiers qui arrivaient chaque jour l'obtenaient également. Le nombre de gens qui restaient dormir devant la porte du consulat était impressionnant, alors ils ont dû intervenir parce que les voisins se plaignaient des nuisances dues aux gens qui campaient devant la porte. Alors les intéressés ont dû s'organiser. Le consulat a dit qu'ici nous ne pouvons pas vous accueillir. Alors nous avons fait une liste de candidats ; une très longue liste, nous étions à peu près au rang 400, alors conformément à cela notre rendez-vous était pour dans 3 ans. Mais pour prouver que tu étais vraiment intéressé et garder ta place sur la liste, tu devais faire une heure de queue par jour, tous les jours de l'année, y compris les samedis et dimanches. Ainsi nous allâmes, durant presque six mois, l'un ou l'autre des membres de la famille faire acte de présence, comme à l'école.

Après le départ de ses enfants et petits-enfants en Espagne, Julio décide de partir lui aussi avec sa femme pour rester près de sa famille. Mais ce couple de migrants seniors vit la migration comme un arrachement et a une vision assez mitigée des avantages comparatifs offerts par l'Europe, même s'ils considèrent l'Europe - et pas forcément la ville andalouse dans laquelle ils se sont installés - comme lieu d'origine, aussi bien familial que culturel. Les difficultés rencontrées pour obtenir les papiers viennent conforter l'idée d'une Europe inhospitalière, où les choses ne marchent pas si bien.

Pour Horacio (28 ans, en concubinage, artisan, Malaga), les démarches auprès du consulat d'Italie de sa ville natale prennent cinq années, pendant lesquelles il a séjourné et travaillé sans papiers avec son père dans une ville d'Andalousie. Sa mère et son frère sont restés en Argentine pour s'occuper des papiers et après 4 ans d'attente (et de séparation), ils sont arrivés eux aussi avec un visa de touriste. Une année après, toute la famille obtient la citoyenneté italienne. Dans son récit, les longues années d'illégalité ne semblent pas avoir provoqué de problèmes pour trouver à travailler et Horacio met un point d'honneur à montrer qu'il sait surmonter les difficultés et qu'il est maître de son destin. L'illégalité l'oblige néanmoins à rester sur place. Et cette situation a dû lui peser car tout de suite après l'obtention

du passeport italien, il accomplit d'abord un voyage en Argentine, puis en Europe : « Pays Bas, Angleterre, Italie. J'ai connu un tas de lieux : Rome, Plaisance, Milan. . . ». L'obtention du passeport après tant d'années d'attente est associée à la liberté de circuler qui le mène jusqu'aux Etats-Unis, où il a songé s'installer.

L'expérience des restrictions des politiques migratoires peuvent avoir lieu même pour ceux qui entrent en Europe avec un passeport européen. Ainsi Francisco (37 ans, marié, une fille, employé, Malaga) arrive en Espagne avec sa femme en 2001 avec un passeport français (une grand-mère française née dans une petite ville du Sud-Ouest de la France). Ils s'installent dans une ville d'Andalousie où tous les deux trouvent du travail sans difficulté. Mais le renouvellement de la carte de séjour de sa femme, épouse de communautaire, est toujours problématique. D'ailleurs, il a dû abandonner son projet initial de chercher du travail en France car malgré sa nationalité française, on refuse d'accorder un permis de travail à sa femme. Il nous raconte l'expérience d'une grève menée devant le consulat français pour exiger le certificat que les autorités espagnoles réclamaient à son pays d'origine (dans ce cas la France) pour renouveler le permis de séjour de sa femme en Espagne. Si bien que Francisco dit avoir une relation ambivalente avec la France (« d'amour-haine »), alors qu'il se déclare très reconnaissant envers « l'hospitalité espagnole ». Sa femme finira par demander la nationalité espagnole par résidence, constituant ainsi un couple « bi-national au carré » d'un franco-argentin et d'une hispano-argentine. Il songe même aujourd'hui, nous dit-il, à demander la nationalité espagnole.

Dans ce cas, l'expérience des politiques migratoires nationales complexifient les représentations de l'Europe. Et Francisco, comme d'autres migrants, joue avec ces différences aussi bien pour tenter de réussir son projet (trouver du travail, légaliser sa situation, obtenir un passeport) que pour reformuler son histoire familiale et migratoire.

Dans les interviews menées auprès des candidats à la nationalité effectués en 2009, le discours est déjà beaucoup plus proche de ceux que l'on peut trouver chez d'autres migrants qui n'ont pas la possibilité de briguer une nationalité européenne. Ainsi un jeune homme rencontré au consulat espagnol pour demander de l'information sur la procédure de naturalisation nous précise :

Je ne la connais pas exactement [la législation], là j'essaie de savoir si je peux avoir la nationalité ou non, mais ici on entend beaucoup les nouvelles, d'Italie par exemple, et on sait qu'en Italie c'est terrible avec la thématique des migrants. . . Ici ce qu'on entend c'est surtout de l'Italie et de ses restrictions migratoires très fortes et de l'Espagne avec les bateaux des Africains qui sont mis à l'eau, surtout des Africains, ils ont un nom particulier ces bateaux, ou sinon on a des infos sur un Argentin ou d'autres

sud-américains que l'on détient dans un aéroport étranger et que l'on renvoie dans leur pays, très souvent, c'est pour des raisons non rationnelles parce qu'ils ont les papiers en règle mais pour discrimination au faciès, ou pour des décisions subjectives des autorités, ils les renvoient ici, ça arrive souvent. . . c'est ce genre de nouvelles qu'on entend beaucoup ou par exemple une femme qui arrive à Londres et ils la rejettent, ils ne la laissent pas entrer. . . (20 ans, célibataire, vit avec sa mère à Buenos Aires).

Cette vision d'une Europe en crise et crispée sur ses frontières se trouve très répandue dans la presse locale, aussi bien dans des journaux de gauche comme *Página 12* que conservateurs comme *La Nación*. Elle est également décriée par le gouvernement argentin et les diplomates argentins en poste en Europe. Pourtant chez les candidats à la nationalité (et à la migration), elles se télescopent dans certains récits à une vision positive d'une terre européenne accueillante, exerçant traditionnellement une politique d'hospitalité. Certains évoquent l'existence de programmes mis en place autrefois par certains gouvernements autonomes (Navarre, accordant des bourses à ses descendants ; Castilla y León ; Pays basque), l'État espagnol et l'Argentine afin de financer des bourses d'études ou des voyages (15 jours à un mois) pour que les « Espagnols de l'étranger »³⁴ puissent venir visiter leur terre natale et rencontrer leur famille restée au pays³⁵. Ainsi Elina (30 ans, célibataire, profession intermédiaire, Mar del Plata) a demandé au consulat, après que son père l'ait fait, la nationalité espagnole « au cas où ». Elle l'a obtenue en 2004. Dans son récit, il n'y a pas trace de tracasseries administratives. En revanche, elle évoque le voyage qu'elle a pu réaliser en Espagne, organisé par le cercle de Castille et León (dans lequel elle est engagée depuis plusieurs années, dans diverses activités) pour que les petits-enfants d'Espagnols originaires de la région puissent « connaître la terre de leurs ancêtres ». Elle envisage de poursuivre ses études en Espagne et interrogée à cet égard, révèle ne pas bien connaître la législation migratoire européenne

Le rôle des intermédiaires

Si l'association HYNE joue un rôle d'informations, de conseils (notamment *via* son site Internet, doté d'un forum et d'une Foire Aux Questions, avec des permanences) auprès des potentiels candidats à la récupération de la nationalité espagnole, elle a également un rôle de lobbying auprès des autorités espagnoles et argentines afin de peser sur l'évolution de la législation. Cette association a des homologues dans les autres pays latino-américains.

34. Voir à cet égard en annexe la presse espagnole et des provinces « autonomes » à disposition de ses ressortissants et descendants vivant à l'étranger, que l'on trouve en accès plus ou moins libre et aisé aux consulats.

35. Les arrières pensées électoralistes ne sont pas absentes de ces programmes, car ils ont le droit de vote aux élections nationales des pays où ils viennent d'obtenir la nationalité.

Il existe d'autres intermédiaires, payants, qui proposent leurs services pour accompagner les difficiles démarches de collecte des documents nécessaires au dépôt d'une demande de récupération de nationalité. Ces intermédiaires, organismes privés plus ou moins liés à des cabinets d'avocats, démarchent directement à la sortie des consulats en distribuant des flyers (voir documents en annexe), proposent des « kits uniques » où ils peuvent prendre en charge presque de A à Z les procédures : c'est eux qui se chargent de faire la queue pour prendre RDV, et le cas échéant d'autres démarches (homologation des diplômes, recherche de déménageurs, etc). Quelques personnes interviewées nous ont expliqué avoir eu recours à ces *gestors* (gestionnaires). Il s'agit là d'un véritable marché « des papiers » comme de la « mobilité », comme l'indique les flyers, que l'on suppose lucratif.

Ce sont bien sûr également les réseaux familiaux et amicaux qui jouent un rôle de conseils, d'aides à la recherche des documents, comme pour mener les complexes démarches administratives : il n'a pas été rare de rencontrer, dans les files d'attente consulaires, différents membres d'une même famille venues tous ensemble accomplir la démarche « afin que cela soit fait une bonne fois pour toutes pour tous », sachant que généralement c'est une personne qui est l'instigatrice de la procédure ; une fois le précieux acte de naissance obtenu, il en fait profiter dans un second temps ses frères et sœurs, enfants, neveux et nièces. Nous avons été sollicitées à plusieurs reprises dans ces espaces pour aider à remplir les documents, donner des renseignements que nous ne connaissions souvent pas, lorsque nous n'étions pas interrogées sur les législations des différents pays européens et les « meilleures destinations possibles » (France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne).

Les jeunes hirondelles entravées de l'hémisphère sud

Certains de nos interviewés avaient pensé à la possibilité de voyager avec un passeport communautaire, mais face à la difficulté d'obtenir tous les papiers dans les temps, ils ont décidé de passer la frontière de l'espace Schengen avec un passeport argentin - les Argentins n'ont pas besoin d'un visa pour un court séjour de trois mois en Europe. Dans ces récits, le voyage a été entrepris pour beaucoup en partie par « goût de l'aventure » et pour accomplir un « rêve » comme le qualifient certains : réaliser ce voyage « initiatique » aux sources de la « civilisation », autrefois réservé aux élites cosmopolites. Celui-ci serait d'autant plus accessible que les informations qui circulaient au moins jusqu'en 2009 par les réseaux sociaux et *via* internet font état de la possibilité de trouver rapidement un travail saisonnier (notamment pendant l'été dans les régions touristiques de la côte espagnole) qui permet d'assurer la survie et même de faire des économies.

Plusieurs jeunes interviewés réduisent l'expérience migratoire aux trois mois de séjour légal. Leurs récits mettent en avant l'envie d'aventure, « d'aller voir » et travailler sur place pour payer le voyage jusqu'en Espagne, éven-

tuellement à travers celle-ci, voire plusieurs pays européens.

Un autre cas particulier a été rencontré : celui des secouristes de la ville balnéaire de Mar del Plata, très appréciés sur le marché touristique espagnol qui semble souffrir d'un déficit de ce type de compétences professionnelles. Ceux-là sont démarchés directement à Mar del Plata par des entreprises espagnoles qui, ayant noué des accords avec le consulat, leur octroient un permis de séjour d'une durée relative à leur engagement (pouvant aller jusqu'à 6 mois) qu'ils se doivent de respecter scrupuleusement (c'est inscrit dans leur contrat). Leur « voyage et séjour en Espagne » est pris en main par l'entreprise ou ses sous-traitants qui se chargent de les acheminer jusqu'à un logement loué qu'ils partagent avec d'autres Argentins, le plus souvent dans les périphéries des villes où ils travaillent. Le quotidien qu'ils décrivent est celui d'un « travail intensif, vélo, boulot, dodo » où ils surveillent étroitement leurs dépenses et leur temps libre, soucieux d'amasser un pécule appréciable une fois la conversion du salaire en euros effectuée en pesos argentins. Seuls ceux qui prennent le risque de dépasser le délai de séjour légal en profitent ensuite pour voyager un peu en Espagne. Mais ces cas sont exceptionnels, puisqu'ils recouvrent une autorisation de séjour assorti à un permis de travail saisonnier.

Nous avons vu qu'un nombre important de migrants argentins sont parvenus à régulariser leur situation en Espagne à travers l'obtention d'une nationalité européenne, démarche engagée depuis l'Argentine par un membre de la famille. Cela s'est souvent accompagné d'une période plus ou moins longue de séjour en situation irrégulière. Dans d'autres cas, la régularisation est obtenue par le biais d'un contrat de travail. Sauf pour Inès (28 ans, en concubinage, 3 enfants, commerçante, Buenos Aires) qui obtient le permis de travail très rapidement (8 mois après son arrivée en Espagne), la procédure fut longue (environ 4 ans), limitant la mobilité et l'accès à l'emploi des immigrants. Gisela (33 ans, célibataire, employée de commerce, Malaga), arrivée en Espagne en 2001 avec un visa de touriste, n'arrivera pas à régulariser sa situation avant 2005, lorsqu'elle bénéficie de la politique de régularisation mise en place par le gouvernement Zapatero. Elle nous offre un récit émouvant des difficultés multiples qu'elle a dû traverser pour régulariser sa situation, de longues années pendant lesquelles elle était obligée de travailler en noir, de l'argent dépensé (« jeté par la fenêtre » est l'expression qu'elle utilise) en frais d'avocats sans aucun résultat effectif, et surtout la souffrance provoquée par l'impossibilité de sortir du territoire espagnol et par conséquent de ne pas pouvoir partir en Argentine voir ses parents.

Dans tous les cas d'illégalité rencontrés (qu'il s'agisse d'un candidat à la nationalité espagnole, d'un candidat au permis de séjour et/ou de travail ou à la régularisation par des politiques spécifiques), la politique migratoire - identifiée avec les tracasseries administratives, l'exploitation des patrons qui peuvent être des compatriotes, les arnaques des avocats, et de plus en plus avec les agents de contrôle douaniers et policiers - apparaissent ici claire-

ment comme une entrave à la liberté des « hirondelles », et en même temps comme un nouveau défi à relever, pour trouver de nouvelles astuces permettant de survoler les restrictions migratoires. Certains s'accommodent de ces obstacles en alternant une saison de travail ici et une autre là (secouristes, moniteurs de ski, serveurs, danseurs de tango, vendeurs d'artisanat, etc.), d'autres par une installation irrégulière, limitant les opportunités qu'ils sont venus chercher en Europe, dans l'attente que cet investissement en temps se transforme en passeport européen.

Conclusion

Si les États-Unis constituent encore la destination privilégiée des Argentins, les difficultés à pénétrer le territoire nord-américain depuis la création de l'ALENA dans les années 90, intensifiées après le 11 septembre 2001, comme l'assouplissement de la législation espagnole et les besoins en population de certains pays européens, font de l'Europe - et particulièrement de l'Espagne - une destination d'autant plus prisée que l'Argentine connaît depuis les accords de libéralisation du commerce de 1986 (*Uruguay round*) une grande instabilité économique (endettement, hyperinflation et non-remboursement) qui aboutira au krach financier de 2001. Dans ce cadre, la migration est une stratégie possible face à la crise, particulièrement mais pas exclusivement mise en place par les jeunes qui n'arrivent pas à s'intégrer dans un marché du travail de plus en plus réduit. Aussi, les migrants auxquels nous nous sommes intéressées se rapprochent de ceux étudiés par nos collègues du Work Package 3³⁶ en certains points : ils veulent partir vers l'Europe, leur pays connaît une situation chaotique sur le plan social, économique et politique, ils entretiennent avec le « vieux continent » un passé colonial et des relations historiques spécifiques, fondant « une dette », ici d'hospitalité.

Néanmoins les expériences migratoires et les relations à l'Europe des migrants argentins présentent des particularités, sans commune mesure avec les autres groupes migratoires étudiés : il s'agit tout d'abord d'une population urbaine, blanche et chrétienne, qui, dotée ou non de nationalité européenne, de documents de séjour réguliers ou irréguliers, ne subit pas les formes de discriminations que connaissent les étrangers et/ou les « nationaux » venus d'Afrique, d'Inde et des pays de l'Est. L'Argentine a connu de surcroît un « âge d'or » auquel les migrants rencontrés peuvent se référer. Enfin, la possibilité d'obtenir « facilement » une nationalité européenne ou un permis de séjour (*via* une politique italienne longtemps plus souple avec ses immigrés latino-américains) modifie profondément les expériences migratoires comme les relations entretenues à « l'Europe ».

L'enquête a surtout mis en évidence l'impact que les législations de na-

36. Voir les autres working papers de la collection EuroBroadMap : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/EUROBROADMAP/>.

tionalité des pays européens auront non seulement sur la multiplication de cas de double, voire multi-nationalités, mais également dans les représentations de l'Europe comme origine d'une généalogie familiale. L'acquisition d'un passeport européen n'en demeure pas moins une démarche pragmatique pour garantir une mobilité perçue comme source d'opportunités. Car si les demandes de double nationalité dépassent largement les seuls candidats à la migration et si la migration est également envisagée comme une stratégie d'obtention d'un capital juridique, c'est bien parce que la mobilité, plus que la migration, est ressentie comme faisant partie d'un éventail de possibilités dont souhaitent disposer les jeunes Argentins pour s'assurer un avenir pour eux ou pour leurs descendants. Cela « réveille » une mémoire familiale de la migration qui demeure assez fragmentée pour la majorité des individus interviewés avant l'expérience migratoire et devient avec l'expérience migratoire le récit de l'inscription familiale dans l'histoire du continent européen, même si les migrants se plaignent d'être vus par les autres comme des hommes et des femmes « sans histoire ».

Il importe de signaler qu'il s'agit d'un processus de reconfiguration de la mémoire familiale qui a un impact sur l'imaginaire national argentin. Car les représentations de l'Argentine comme l'Europe de l'hémisphère sud étaient associées aux migrants européens, « greffés », comme le proposa le juriste Juan B. Alberdi (1852), à la population locale et donnant comme fruit le Progrès, mesuré en développement économique, ordre institutionnel et paix sociale. Le « réveil » des « nationalités dormantes » ainsi que l'impact que les crises successives aura sur la foi dans l'Argentine du Progrès, mèneront à revoir la « spécificité » argentine par rapport à la réalité des autres pays latino-américains. La « latino-américanisation » de l'Argentine est l'expression consacrée pour parler d'une nation tombée dans la longue agonie des maux dont elle se croyait exempte : pauvreté, inégalités, corruption, criminalité, analphabétisme, conditions de santé déplorables, etc. Il mettra également en doute la foi dans le succès de la politique assimilationniste d'une nation comme produit d'un « creuset de races ». Ce n'est pas un fait fortuit que le développement des stratégies familiales de recours à une double nationalité (l'obtention d'un passeport de l'UE « au cas où ») soit accompagné de la remise en cause du succès du modèle intégrationniste ou du « creuset » par l'historiographie migratoire argentine dans les années 90 (Devoto et Otero, 2003).

Les représentations de l'Europe sont pour autant ambivalentes. Car la politique de la nationalité qui mène à des reconfigurations identitaires familiales cohabite avec des politiques migratoires restrictives, vécues d'autant plus mal par les migrants argentins qu'ils considèrent leur présence sur le territoire de l'UE comme juridiquement, socialement et culturellement légitime. C'est ici que la question de la « dette » d'hospitalité de l'Europe envers l'Argentine apparaît le plus nettement. L'Europe demeure néanmoins une opportunité que leur propre histoire familiale leur offre. Elle est mas-

sivement associée à l'obtention de ce « pass de mobilité » qui représente le passeport et, dans ce sens, elle est la porte « naturelle » et « historique » vers une mondialisation par le bas (Tarrius, 2002).

Bibliographie

- Actis Walter Esteban Fernando O., « Argentinos en España : inmigrantes, a pesar de todo », *Migraciones*, 23, Univ. De Comillas, 2008, pp. 79-115.
- Adamovsky Ezequiel, *Historia de la clase media argentina*, Planeta, Argentina, 2009.
- Alberdi Juan Bautista, *Bases y Puntos de partida para la organización política de la República Argentina, (1852)*, Buenos Aires, EUDEBA, 1966.
- Aleinikoff T. Alexander et Klusmeyer Douglas (eds), *Citizenship Today. Global perspectives and Practice*. Carnegie Endowment for international Peace, Washington, 2001.
- Álvarez Rodríguez Aurelia, *Nacionalidad Española, Normativa vigente e Interpretación jurisprudencial*, Ed. Aranzadi, 2008.
- Anderson Benedict, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et le développement du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.
- ANUARIO ESTADÍSTICO DE EXTRANJERÍA, Delegación del Gobierno Para la Extranjería y la Inmigración, Ministerio del Interior, Madrid, 2003.
- Appadurai Arjun, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2005(1996).
- Aruj Roberto, *Por qué se van. Exclusión, frustración y migraciones*, Ed. Prometeo, Buenos Aires, 2004.
- Attias-Donfut, Nicole Lapierre et Martine Segalen, *Le nouvel esprit de famille*, Paris, Odile Jacob, 2002.
- Baily Samuel L. *Immigrants in the lands of promise. Italians in Buenos Aires and New York City, 1870-1914*, Ithaca-Londres, Cornell Studies Press, 1999.
- Bauböck Rainer, *Transnational citizenship : membership and rights in international migration*, Aldershot, Elgar, 1994.
- Boix A., et Del Olmo M. et al., *Inmigración, integración e imagen de los latinoamericanos en España (1931-1987). Apuntes introductorios*, Cuadernos sobre Cultura Iberoamericana, 1988.
- Botana Natalio, *El orden conservador. La política argentina entre 1880 y 1916*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1977.
- Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980.
- Bravo López Fernando, « La legislación de extranjería en el debate político », *Atlas de la inmigración marroquí en España*, 2004, pp. 109-111.
- Brøndsted Sejersén Tanja, "I Vow to Thee My Countries' - The Expansion of Dual Citizenship in the 21st Century", *IMR*, 42(3), 2008, pp. 523-549.

- Cachon Rodriguez Lorenzo, « La integración de y con los inmigrantes en España : debates teóricos, políticas y diversidad territorial », *Política y Sociedad*, 45(1), 2008, pp. 205-235.
- Cacopardo Maria-Cristina, « Cerebros argentinos en España. La emigración de graduados universitarios », *Ciencia Hoy*, 19(109), 2009.
- Camilleri Carmel, Kastarsztein Joseph, Lipansky Edmond Marc, Malewska-Peyre Hanna, Taboada-Leonetti Isabelle et Vasquez Ana, *Stratégies identitaires*, Paris, PUF, 1990.
- Cartier Marie, Coutant Isabelle, Masclat Olivier et Siblot Yasmine, *La France des « petits moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 2008.
- Castles Stephen, *Citizenship and Migration : Globalization and the Politics of Belonging*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2000.
- Castles Stephen et Miller Mark J., *The age of migration : international population movements in the modern world*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.
- Castellanos Ortega et Mari Luz, « Si te parás a pensar, perdimos. Relatos de vida y expectativas frustradas de la inmigración argentina en España », *Estudios migratorios latinoamericanos*, 60, 2006.
- Celton Estela Guillon Dora et Domenach Michelle, « Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine », *Revue européenne de migrations internationales*, 11(2), 1995, pp. 145-165.
- Citizenship Laws of the World*, Department of State, USA, 2001.
- Charbit Yves et Bertrand Catherine, « Enfants de migrants revenus dans les pays d'origine. Aspects de la réinsertion », *REMI*, 1(1), 1985, pp. 81-102.
- Chauvel Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, coll. « République des idées », 2006.
- Choron-Baix Catherine, « Une mémoire d'exil à l'épreuve du retour », *Sciences Humaines*, Hors-série 36, 2002, pp. 62-65.
- Coenen-Huther Josette, *La mémoire familiale*, Paris, l'Harmattan, 1994.
- Da Orden María Liliana, *Inmigración española, familia y movilidad social en la Argentina moderna. Una mirada desde Mar del Plata (1890-1930)*, Ed. Biblos, 2005.
- De Rudder Véronique, Poiret Christian et Vourc'h François, *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000.
- Devolder Daniel, Gil Fernando et Forte Pere, *Estimación del grado de error en el registro de la población extranjera en España : un enfoque comparativo*, Centre d'Estudis Demogràfics, 2006.
- Devoto Fernando et Otero Hernán, « Veinte años después. Una lectura sobre el crisol de razas, el pluralismo cultural y la historia nacional en la historiografía argentina », *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, 17(50), 2003.
- Devoto Fernando et Rosoli Gianfausto (dir.), *La inmigración italiana en la Argentina*, Ed. Biblos, 2003.

- Diminescu Dana, « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », *Migrations Société : De l'émigration à l'immigration en Europe et ailleurs*, 17(102), 2005, pp. 275-292.
- Dufoix Stéphane, Guerassimoff Carine et Tinguy Anne de (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*. Paris, Presse de Sciences Po, 2010.
- « Envers et revers de la transmission », *Ethnologie Française*, 3, 2000.
- Esteban Fernando Osvaldo, *El sueño de los perdedores. Un análisis del proceso de emigración-inmigración de argentinos a España (1975-2004)*, doctorat dirigé par Mariano Fernandez Enguita, Universidad de Salamanca, 2006.
- Faist Thomas, « Transnationalization in international migration : implications for the study of citizenship and culture », *Ethnic and Racial Studies*, 23(2), 2001, pp.189-222.
- Fassin, Didier et Fassin, Éric (dir.), *De la question sociale à la question raciale*, Paris, La Découverte, 2009.
- Fernández Alejandro E. et Moya José C. (ed.) *La inmigración española en la Argentina*, Ed. Biblos, 1999.
- Gaillard Anne-Marie, *Exils et retours. Itinéraires chiliens*, Paris, CIEMI/-L'Harmattan, 1997.
- Galeano Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, 1971.
- Garcia Paola, *Le rôle des organisations civiles et des institutions religieuses dans les processus d'intégration des immigrants Argentins et Équatoriens en Espagne (1998-2006)*, Thèse de doctorat, Université Paris 8 et Instituto Ortega y Gasset, 2006
- Garcia Paola, « Argentins et Équatoriens à Madrid ; deux modes de reconstruction sociale dans un contexte migratoire », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 12 « Flux migratoires du XIX^e et XX^e siècle en Amérique Latine », 2006.
- García Paola et Garzon Luis, « Acumulando pertenencia nacional : argentinos y ecuatorianos en España y Italia », *Migraciones*, 24, 2008, pp. 163-189.
- Gil Fernando et Domingo Andreu « Inserción laboral de la población latinoamericana inmigrada en Europa : el caso español », article présenté au séminaire de recherche « Las migraciones América Latina-Europa : ¿Qué desafíos para el análisis y las políticas ? », Louvain-la-Neuve, novembre 2006.
- Gil Araujo Sandra, *Inmigración latinoamericana en España : estado de la cuestión*, Instituto universitario de Estudios Norteamericanos-Universidad de Alcalá & International Florida University, Madrid, 2004.
- Goffman Erving, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éd. de Minuit, 1975(1963).
- Gonzalez Bernaldo Pilar et Devoto Fernando (coord.), « Exils et migrations ibériques vers l'Amérique Latine », *CERIC Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*, 5, Université Paris 7, 1998.
- González Bernaldo Pilar, « Las políticas públicas frente al movimiento migratorio. Aproximación comparativa entre el caso francés y el argentino »,

in Nicolás Sánchez-Albornoz y Moisés Llordén (compiladores), *Migraciones iberoamericanas. Reflexiones sobre economía, política y sociedad*, Fundación de Archivo de Indianos, Colombres, 2003, pp. 221-249.

González Bernaldo Pilar, « Honorer sa dette d'hospitalité ou accueillir l'indigène ? Histoire et représentations de l'immigration de latino-américains en Espagne », in Bernard Sicot (éd), *Regards 12 : Espagne de l'Émigration à l'Immigration*, Nanterre, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, 2009.

Gonzalez Bombal Ines et Svampa Maria Stela, « Movilidad social ascendente y descendente en las clases medias argentinas : un estudio comparativo », Serie documentos de trabajo, 3, SIEMPRO, Buenos Aires, 2001.

González Martínez Elda et Merino Hernando Asunción, *Historias de acá. Trayectoria migratoria de los argentinos en España*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Madrid, 2007.

Goldberg Alejandro, « Tú, sudaca » *Las dimensiones historico-geograficas, sociopoliticas y culturales alrededor del significado de ser inmigrante (y argentino) en España*, Ed. Prometeo, Buenos Aires, 2007.

Goody Jack, *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Gallimard, 2010(2006).

Guido Tintori, « L'Italie et ses expatriés », in Dufoix, Stéphane *et al.*, *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, Paris, Presse de SciencePo, 2010.

Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Alcan, 1925.

Hansen Marcus Lee, *The problem of the third generation immigrant (1937)*, Rock Island, 1987.

Hansen Peo, Castles Stephen et Schierup Carl-Ulrik, *Migration, citizenship, and the European welfare state a European dilemma*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

Hommes et migrations, « Retours d'en France », 1236, 2002.

Izquierdo Escribano A., Lopez de Lera D. et Martinez Bujan R., « Los preferidos del siglo XXI : la inmigración latinoamericana en España » in Garcia Castaño y C. Muriel Lopez (dir.) *La inmigración en España : contextos y alternativas*, Vol II, Actas del III Congreso sobre la Inmigración en España, Ponencia, pp. 237-250, 2002.

Images économiques du monde, Armand Colin, 2011.

Jedlicki Fanny, *De l'exil au retour. Héritages familiaux et recompositions identitaires d'enfants de retournados chiliens*, Thèse de doctorat, Université Paris VII - Denis Diderot, 2007.

Jedlicki Fanny, « De l'exil au retour : les figures des familles réfugiées politiques et retournadas chiliennes », *Hommes & migrations*, dossier « Migrations latino-américaines », avril 2008, pp. 52-62.

Jofre Ana, *La migración de argentinos a Mallorca (1990-2002)*, Buenos Aires, Fundació Càtedra Iberoamericana de la Universitat de les Illes Balears, 2003.

Kessler Gabriel et Sigal Sylvia « Comportements et représentations face à la dislocation des régulations sociales : L'hyperinflation en Argentine »,

- Cultures & Conflits*, 24-25, 1996-1997.
- Kessler Gabriel « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », *Cultures & Conflits*, 35, pp. 71-93, 1999.
- Kessler Gabriel, *El Sentimiento de inseguridad. Sociología del temor al delito*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2009.
- Kivisto Peter et Faist Thomas, *Citizenship. Discourse, Theory, and Transnational Prospects*. Blackwell Publishing, 2008.
- Kliksberg Bernardo, *Capital social y cultura claves olvidadas del desarrollo*, Buenos Aires, Intal, 2000.
- Lambiase Sandra, *Nos vamos o nos quedamos? Los porqué de la emigración de la clase media argentina*, UNSJ, 2004.
- Lepoutre, David et Cannoodt Isabelle, *Souvenirs de familles immigrées*, Paris, Odile Jacob, 2005, 377 p.
- Minujin Alberto et Anguita Eduardo, *La clase media : seducida y abandonada*, Buenos Aires, Edhasa, 2004.
- Mira Delli-Zotti Guillermo, « Argentinos hacia España : del exilio al éxodo » in Angel Vaca Lorenzo (coord.) *Minorías y migraciones en la historia*, 2004, pp. 121-150.
- Moya José, *Cousins and Strangers. Spanish Immigrants in Buenos Aires, 1850-1930*, Berkeley, Univ. of California Press, 1998
- Muxel, Anne, *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan, 1996.
- Novick Susana (dir.), *SUR-NORTE Estudios sobre la emigración reciente de argentinos*, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 2007.
- Núñez Seixas et Xosé Manuel, (ed.), *La Galicia Austral. La inmigración gallega en la Argentina*, Ed. Biblos, 2001.
- Oliván Fernando, « El debate sobre la ley de extranjería. Un análisis jurídico », *Atlas de la inmigración marroquí en España*, 2004, pp. 106-108.
- Olivieri Mabel, « Inmigración y emigración de retorno : los italo-argentinos », working paper 48, Universidad Torcuato Di Tella, 1997.
- Olmo Margarita, *La construcción cultural de la identidad. Emigrantes argentinos en España*, Madrid, Madrid, 1990.
- Olmo Margarita, « Exilios. Historia reciente de Argentina y Uruguay », *América Latina Hoy, Revista de Ciencias Sociales*, Universidad de Salamanca, 34, 2003.
- De la España que emigra a la España que acoge*, Madrid, Caja Duero y Fundación Francisco Largo Caballero, 2006.
- Ong A. *Flexible Citizenship : The Cultural Logics of Transnationality*, Durham, Duke University Press, 1999.
- Oso Casas Laura, « Les femmes et le droit des migrations : le cas de l'Espagne », *L'Année Sociologique*, 53(1), pp.123-141, 2003.
- Oso Casas Laura, « L'insertion des migrants latino-américains sur le marché du travail en Espagne », *Hommes et migrations*, 1270, pp. 82-91, 2007.
- Oso Casas Laura, Goliaz Perez Montserrat et Villares Valera Maria, « Inmigrantes extranjeros y retornados en Galicia : la construcción del puente

- transnacional, », *Policia y Sociedad*, 451(1), 2008, pp. 103-111.
- Otero Hernán, *La guerra en la sangre : los franco-argentinos ante la Primera Guerra Mundial*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2009.
- Pellegrino Adela, « Immigration et émigration en Amérique du Sud », *Hommes et migrations*, 1270, pp. 102-113, 2007.
- Quadri R., « Ciudadanía », *Novissimo Digesto Italiano*, Turin, 1959.
- Quiminal Catherine, « Retours contraints, retours construits », *Hommes et Migrations*, 1236, 2002, pp. 35-45.
- Réa Andréa et Tripier Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008.
- Rebolledo Loreto, *Memorias del desarraigo. Testimonios de exilio y retorno de hombres y mujeres de Chile*, Santiago de Chile, Ed. Catalonia, 2006.
- Sanchez Albornoz Nicolás, (comp.), *Españoles hacia América. La emigración en masa, 1880-1930*, Madrid, Alianza América, 1988.
- Sanchez Alonso Blanca, *Las causas económicas de la emigración española 1880-1930*, Madrid, Alianza-América, 1995.
- Sarrible Graciela, « El regreso a Europa : Argentinos en España », *Revista Electrónica de Geografía y Ciencias sociales - Scripta Nova*, 59, 2000, Universidad de Barcelona.
- Sassen Saskia, *Territory Authority, Rights : From Medieval to Global Assemblages*, Princeton University Press, 2006.
- Sayad Abdelmalek « Le retour, élément constitutif de la condition de l'immigré », *Migration Santé*, 57, 1988, pp. 9-45.
- Sayad Abdelmalek, *La double absence, Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999
- Scarzanella Eugenia, « Gli ospiti ingrati. Immigrazione italiana e criminalità nell'Argentina di fine secolo », in Ostuni Maria Rosaria (a cura di), *Studi sull'emigrazione. Un'analisi comparata*, Milano, Electa, 1991.
- Slepoy Carlos, *Migraciones : claves del intercambio entre Argentina y España*, Siglo XXI de Argentina Editores, 2005.
- Schaeffer Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France ou au Maroc ? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 17(1), 2001, pp. 165-176.
- Schmidt Susana, *Causas de la emigración argentina actual a España*, in X Encuentro de latinoamericanistas españoles. Identidad y multiculturalidad : la construcción de espacios iberoamericanos (pp. 282-306), [CD-Rom]. Salamanca : CEEIB, 2004.
- Schmidt Susana, *De Argentina a España : historias vividas e intercambios imaginados en las migraciones recientes*, Thèse de doctorat, Universidad de Salamanca, 2009.
- Soysal Yasemin Nuhoglu, *Limits of citizenship : migrants and postnational membership in Europe*, Chicago, The University of Chicago, 1994.
- Suarez Suarez Manuel, « Ciudadanos rioplatenses en Galicia : Inmigrantes o retornados ? », in Manuel Antonio Santos Rego, *Estudios sobre flujos mi-*

gratorios en perspectiva educativa y cultural, GEU, Granada, pp. 305-317, 2006.

Tarrius Alain, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, 2002.

Torpey John, *L'invention du passeport. États, citoyenneté et surveillance*, Paris, Belin, 2005(2000).

Wagner Anne-Catherine, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007

Wagner Anne-Catherine, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 170, 2007.

Wessendorf Suzanne, 'Roots Migrants' : Transnationalism and 'Return' among Second-Generation Italians', *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 33(7), 2007, pp. 1083-1102.

Yañez Gallardo César, *Saltar (con red). La temprana emigración catalana a América, 1830-1970*, Alianza América, 1996.

Interviews

Les noms ont été changés pour respecter l'anonymat.

Pascal : homme, 30 ans, marié, études supérieures, cadre sans emploi, a acquis la nationalité française, immigré en France en 2003, originaire d'une ville du centre-ouest de l'Argentine, interviewé à Paris en mars 2009.

Léo : homme, 27 ans, célibataire, études supérieures, cadre sans emploi, nationalité italienne, arrive à Madrid en 2009, originaire de Buenos Aires, interviewé à Madrid en avril 2009.

Marco : homme, 35 ans, vit en concubinage, études supérieures, profession libérale indépendante, installé à Madrid depuis le début des années 2000, originaire de Buenos Aires, interviewé à Madrid.

Inès : femme, 28 ans, vit en concubinage, 3 enfants, études supérieures inachevées, commerçante, vit à Buenos Aires, *retornada* d'une grande ville du nord de l'Espagne et île espagnole, où a vécu pendant 7 ans, illégale un an, a acquis la nationalité espagnole, interviewée à Buenos Aires le 8 juillet 2009.

Daniel : homme, 33 ans, marié, un enfant, études supérieures inachevées, sans emploi, vit à Buenos Aires, *retornado* d'une grande ville du nord de l'Espagne, où a vécu un temps comme migrant illégal, a acquis la nationalité espagnole, interviewé à Buenos Aires le 9 juillet 2009.

Raul : homme, nationalité allemande, a vécu en Espagne, *retornado* d'une grande ville du nord de l'Espagne, interviewé à Buenos Aires le 11 juillet 2009.

- Sofia** : femme, 23 ans, célibataire, études supérieures inachevées, employée précaire, s'est installée récemment dans une petite ville du sud de l'Argentine, candidate à l'obtention de la nationalité italienne, interviewée à Buenos Aires le 18 septembre 2009.
- Magdalena** : femme, 41 ans, célibataire, vit chez sa mère dans le Grand Buenos Aires, études secondaires, employée, candidate à l'obtention de la nationalité italienne, interviewée à Buenos Aires le 22 septembre 2009.
- Oscar** : homme, 30 ans, célibataire, études supérieures, étudiant, vit à Buenos Aires, a vécu en Espagne quelques mois, interviewé à Buenos Aires le 22 septembre 2009.
- Estela** : femme, 35 ans, célibataire, vit à Buenos Aires, études secondaires, employée, candidate à l'obtention de la nationalité italienne, interviewée à Buenos Aires le 22 septembre 2009.
- Santiago** : homme, 28 ans, vit en concubinage, études supérieures inachevées, profession intermédiaire, vit à Buenos Aires, nationalité italienne, a effectué des migrations saisonnières en Espagne, interviewé à Buenos Aires le 24 septembre 2009.
- Pedro** : homme, 20 ans, célibataire, études supérieures en cours, vit avec sa mère à Buenos Aires, étudiant, candidat à l'obtention de la nationalité espagnole, interviewé à Buenos Aires le 25 septembre 2009.
- Celina** : femme, 22 ans, célibataire, études secondaires, employée, vit entre Mar del Plata et des villes espagnoles, migrations saisonnières en Espagne, interviewée à Mar del Plata le 30 septembre 2009.
- Elina** : femme, 30 ans, célibataire, études supérieures professionnelles, profession intermédiaire, vit à Mar del Plata, nationalité espagnole, interviewée à Mar del Plata le 30 septembre 2009.
- Adrian** : homme, 33 ans, vit en concubinage études supérieures professionnelles, profession intermédiaire, vit à Mar del Plata, candidat à l'obtention de la nationalité espagnole, interviewé à Mar del Plata le 1^{er} octobre 2009.
- Laura** , femme, 25 ans, célibataire, vit chez sa mère à Buenos Aires, études supérieures, étudiante, candidate à l'obtention de la nationalité italienne, interviewée à Buenos Aires le 2 octobre 2009.
- Diego** : homme, 39 ans, vit en concubinage, études supérieures professionnelles, petit chef d'entreprise, a tenté immigration en Espagne, interviewé à Mar del Plata le 2 octobre 2009.
- Luis** : homme, 40 ans, vit en concubinage études supérieures, profession intermédiaire, migrations saisonnières en Espagne, interviewé à Mar del Plata le 3 octobre 2009.

- Claudia** : femme, 32 ans, mariée, un enfant, études supérieures, profession intermédiaire, vit à Buenos Aires chez ses parents avec sa famille, *retornada* d'une petite ville du Sud Est de l'Espagne, nationalité italienne, interviewée à Buenos Aires le 5 octobre 2009
- Isabel** : femme, 25 ans, célibataire études supérieures, étudiante et employée, vit à Buenos Aires, nationalité espagnole, interviewée à Buenos Aires le 5 octobre 2009.
- Antonio** : homme, 31 ans, célibataire, vit avec sa mère dans le Grand Buenos Aires, études secondaires, ouvrier/employé, nationalité espagnole, candidat à l'immigration en Europe, interviewé à Buenos Aires le 5 octobre 2009.
- Carlos** : homme, 37 ans, marié, un enfant, études supérieures, étudiant et intellectuel supérieur, vit à Buenos Aires, après avoir vécu dans une ville d'Espagne du Nord-Ouest, nationalité espagnole, interviewé à Buenos Aires le 6 octobre 2009.
- Juan** : homme, 20 ans, célibataire, études supérieures en cours, étudiant et employé, vit avec sa mère à Buenos Aires, candidat à l'obtention de la nationalité espagnole, interviewé à Buenos Aires le 10 octobre 2009.
- Francisco** : homme, 37 ans, marié, une fille, études supérieures, employé, immigré à Malaga avec sa femme en 2001, nationalité française, originaire de Mar del Plata, interviewé à Malaga le 22 avril 2010.
- Adriana** : femme, 31 ans, mariée, deux enfants, études universitaires inachevées, employée, immigrée en Espagne en 2005, nationalité italienne (par mariage), originaire de Mar del Plata, interviewée à Malaga le 24 avril 2010.
- Ramon** : homme, 50 ans, marié, deux enfants, études secondaires, employé, immigré en Espagne depuis plus de 20 ans, d'une ville du centre-ouest de l'Argentine, vit dans une petite ville du sud de l'Espagne, nationalité espagnole, interviewé dans une petite ville d'Andalousie le 25 avril 2010.
- Fabiana** : femme, 29 ans, séparée, deux enfants, sans emploi, immigrée en Espagne il y a 6 ans, originaire d'une grande ville du Paraguay, nationalité argentine, migrante illégale un an et régularisée en 2005, candidate à la nationalité espagnole, interviewée à Malaga le 26 avril 2010.
- Martin** : homme, 29 ans, marié, deux enfants, études secondaires, employé, immigré en Espagne depuis 2005, nationalité italienne après deux ans comme migrant illégal, originaire de Mar del Plata, interviewé à Malaga le 27 avril 2010.
- Julio** : homme, 62 ans, marié, 3 enfants, études supérieures professionnelles, commerçant, originaire de Mar del Plata, immigré en Espagne en 2002, nationalité italienne, interviewé à Malaga le 27 avril 2010.

- Abel** : homme, 37 ans, célibataire, études secondaires, employé, immigré en Espagne en 2001, nationalité italienne, originaire d'une grande ville du littoral argentin, interviewé à Malaga le 28 avril 2010.
- Claudio** : homme, 31 ans, vit en concubinage, études secondaires, employé, originaire de Mar del Plata, immigré à Malaga en 2004, migrant illégal, interviewé à Malaga le 28 avril 2010.
- Horacio** : homme, 28 ans, vit en concubinage, études secondaires, artisan, immigré aux USA puis à Malaga en 2001, a vécu comme migrant illégal puis obtenu la nationalité italienne, interviewé à Malaga le 29 avril 2010.
- Magda** : femme, 50 ans, mariée, trois enfants, études supérieures professionnelles, employée, nationalité espagnole, immigrée en Espagne en famille depuis 10 ans, originaire de Mar del Plata, interviewée à Malaga le 29 avril 2010.
- José** : homme, 37 ans, célibataire, vit avec son frère dans un village du Sud de l'Espagne, études artistiques professionnelles, profession artistique, immigré en Espagne en 2001, originaire de Mar del Plata, migrant illégal et régularisé récemment, interviewé à Malaga le 29 avril 2010.
- Pablo** : homme, 36 ans, marié à une Espagnole, né en Uruguay et grandi en Argentine, études secondaires, cadre, originaire du Grand Buenos Aires, immigré à Malaga en 2001, interviewé à Malaga le 29 avril 2010.
- Gisela** : femme, 33 ans, célibataire, études secondaires, employée, originaire d'une petite ville du littoral argentin et ayant grandi dans une petite ville du Grand Buenos Aires, immigrée à Malaga en 2001, illégale pendant 3 ans, régularisée en 2005, interviewée à Malaga le 30 avril 2010.
- Javier** : homme, 28 ans, vit en concubinage, études secondaires, artisan, originaire de Mar del Plata, immigré pour la première fois en Espagne en 2000, nationalité italienne, interviewé à Malaga le 30 avril 2010.
- Maria** : femme, 29 ans, célibataire, études secondaires, employée, originaire du Grand Buenos Aires, arrive dans une ville d'Andalousie en 2006, nationalité espagnole, interviewée à Malaga le 30 avril 2010.
- Valentina** : 25 ans, célibataire, études supérieures, étudiante, nationalité française, originaire d'une grande ville du littoral argentin, interviewée à Paris le 25 juin 2010.
- Andreas** : homme, 35 ans, célibataire, études supérieures, profession intellectuelle, originaire d'une grande ville du littoral argentin, nationalité italienne, immigré à Madrid en 2002, réside à Toulouse, interviewé à Toulouse le 6 juillet 2010.
- Diana** : femme, 29 ans, vit en concubinage, études supérieures, en recherche de stage professionnalisant, originaire d'une grande ville de la région méditerranéenne argentine, immigré en France en 2006, nationalité française, interviewée à Toulouse le 6 juillet 2010.

Armando : 33 ans, célibataire, études supérieures, cadre supérieur, immigré dans une grande ville du sud-ouest français en 2007, originaire d'une grande ville de la région méditerranéenne argentine, nationalité italienne, interviewé à Toulouse le 6 juillet 2010.

Alba : femme, 29 ans, célibataire, études supérieures, en recherche d'emploi, née en Suisse, vivait dans une ville moyenne de la côte est argentine, nationalité italienne, immigré en Espagne en 2002, interviewée à Toulouse le 7 juillet 2010.

Cristobal : homme, 30 ans, vit en concubinage, études supérieures, étudiant et emploi précaire, nationalité française, d'une grande ville de la région méditerranéenne argentine, immigré en France en 2003, interviewé à Toulouse le 8 juillet 2010.

Alicia : femme, 28 ans, vit en concubinage avec un Français, études supérieures, employée, immigré en France en 2001, nationalité française, originaire d'une grande ville de la région méditerranéenne argentine, interviewée à Toulouse le 8 juillet 2010.

Elena : femme, 34 ans, mariée, un enfant, études supérieures professionnelles, profession artistique, venue la première fois en France en 1999, nationalité française, originaire d'une grande ville de la région méditerranéenne argentine, interviewée à Toulouse le 9 juillet 2010.

Entretiens exploratoires : « institutionnels » et chercheurs

- 2 consuls d'Espagne et d'Italie à Buenos Aires, le vice-consul d'Espagne à Mar del Plata - septembre 2009
- 2 chercheurs en sciences humaines à Buenos Aires, septembre 2009
- 3 chercheurs en sciences sociales à Madrid, avril 2009
- 1 représentant d'association argentine à Madrid, avril 2009

Annexe iconographiques

FIGURE 1 – *Flyer* distribuée devant le consulat espagnol

La mayor experiencia en 20 años al servicio de la Ciudadanía Italiana/Española <i>ES LA MEJOR GARANTÍA DE ATENCIÓN</i>	
Ciudadanía Italiana	Ciudadanía Española
<ul style="list-style-type: none">♦ PEDIDOS DE PARTIDAS ITALIANAS / ARGENTINAS / URUGUAYAS (nacimiento - matrimonio - defunción)♦ TRADUCCIONES (de Partidas - Sentencias de divorcio, etc.) Con Colegio de Traductores♦ RECTIFICATORIAS de partidas. Certificado de Soltería.♦ Sentencia de Divorcio " Cosa Juzgada"♦ CAMARA ELECTORAL Y SENT. NATURALIZACION♦ Buscamos la comuna de tu antepasado SIN DATOS♦ ACORTA TIEMPOS: preparemos la documentación PARA PRESENTAR EN ITALIA♦ TRAMITES RAPIDOS	<ul style="list-style-type: none">♦ ASESORAMIENTO DOBLE CIUDADANÍA♦ TODO SOBRE LA PROMULGACION DE LA NUEVA LEY Pedidos de partidas a España / Argentina / otras♦ Camara Electoral - Rectificadorias♦ CERTIFICADO DE SOLTERÍA Y RESIDENCIA♦ Visados mascotas♦ Pedido de Turno para Ciudadanía♦ HOMOLOGACIÓN DE TÍTULOS, hacemos todo el trámite♦ Turno - Inscripción de matrimonio.♦ TRAMITES RAPIDOS
RECOLETA: Cerrito 1080 "PB" Loc. 19 4315-1132 4815-3397 L. a V. de 8 a 18 hs. CASA CENTRAL: Av. Santa Fé 2517, "PB" 34, L. a V. de 8 a 20 hs. Sábados: 9 a 17 hs.	
4822-4001 / 4815-6003 Visita nuestra pagina: www.civis.com.ar	

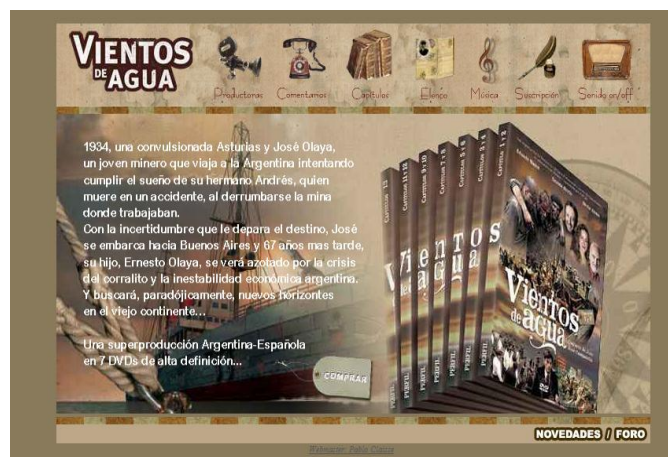
récupéré à Buenos Aires en septembre 2009

FIGURE 2 – Presse espagnole pour « l'extérieur », accessible dans les consulats de Buenos Aires et Mar del Plata



document récupéré en septembre 2009

FIGURE 3 – Page d'accueil du site officiel de la série populaire *Vientos de Agua*



<http://www.vientosdeagua.com.ar/>